



SOMMAIRE

	Pages
Point 98 de l'ordre du jour : Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international Rapport de la Deuxième Commission	1655
Point 82 de l'ordre du jour : Régime des traitements des Nations Unies : a) Rapport du Secrétaire général; b) Rapport du Comité consultatif de la fonction publi- que internationale Rapport de la Cinquième Commission (première et deuxième parties)	1661
Point 73 de l'ordre du jour : Budget-programme pour l'exercice biennal 1974-1975 Rapport de la Cinquième Commission	1667
Point 77 de l'ordre du jour : Plan des conférences (suite) : a) Rapport du Corps commun d'inspection b) Rapport du Secrétaire général	1668
Point 23 de l'ordre du jour : Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépen- dance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (fin)	1669
Point 43 de l'ordre du jour : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (fin) d) Confirmation de la nomination du Directeur exécu- tif de l'Organisation des Nations Unies pour le déve- loppement industriel	1669
Point 65 de l'ordre du jour : Question de Namibie (fin) : a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situa- tion en ce qui concerne l'application de la Déclara- tion sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux; b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Na- mibie; c) Rapport du Secrétaire général; d) Fonds des Nations Unies pour la Namibie : rapports du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et du Secrétaire général; e) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie	1669
Point 37 de l'ordre du jour : Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (fin) : a) Rapports du Comité spécial de l'apartheid; b) Rapport du Secrétaire général	1670
Point 59 de l'ordre du jour : Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (fin)	1670
Point 74 de l'ordre du jour : Examen du mécanisme des organes intergouvernemen- taux et des organes d'experts chargés de formuler, d'examiner et d'approuver les programmes et les budgets (fin)	1670

SOMMAIRE (suite)

	Pages
Point 77 de l'ordre du jour : Plan des conférences (fin) : a) Rapport du Corps commun d'inspection b) Rapport du Secrétaire général	
Point 95 de l'ordre du jour : Nécessité d'examiner les propositions concernant la révision de la Charte des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (fin)	
Point 109 de l'ordre du jour : La situation au Moyen-Orient	1670
Suspension de la vingt-neuvième session	1670

Président : M. Abdelaziz BOUTEFLIKA
(Algérie).

POINT 98 DE L'ORDRE DU JOUR

Programme d'action concernant l'instauration
d'un nouvel ordre économique internationalRAPPORT DE LA DEUXIÈME COMMISSION
(A/9952)

1. M. LASCARRO (Colombie) [Rapporteur de la Deuxième Commission] (*interprétation de l'espagnol*) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le rapport de la Deuxième Commission sur le point 98 de l'ordre du jour, intitulé : "Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international" [A/9952]. Le paragraphe 11 de ce rapport contient un projet de résolution intitulé : "Opérations du Fonds spécial", que la Commission recommande à l'Assemblée générale pour adoption.
2. Je voudrais attirer spécialement l'attention de l'Assemblée sur le paragraphe 10 du rapport de la Commission, où il est dit :

"... la Commission est convenue de recommander à l'Assemblée générale, comme le représentant de la Norvège l'avait proposé, d'élire lors de la première élection les Etats qui sont membres du Comité *ad hoc* du Programme spécial comme membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial."

Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter le rapport de la Deuxième Commission.
3. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant de l'Egypte pour une explication de vote avant le vote.
4. M. HOSNY (Egypte) (*interprétation de l'arabe*) : Ma délégation désire renouveler, pour que soit men-

tionné dans le compte rendu, deux observations qu'elle a faites en détail à la Deuxième Commission, le 3 décembre 1974¹, au cours du débat sur le rapport du Comité *ad hoc* du Programme spécial, chargé de suivre l'application du Programme spécial d'extension des secours d'urgence et de l'assistance aux pays les plus gravement atteints par la crise économique, conformément à la section X du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international adopté, par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire [résolution 3202 (S-VI)].

5. La première observation porte sur l'annexe II du rapport du Comité *ad hoc* contenu dans le document E/5590. Selon les listes des tableaux I et II contenus dans l'annexe II de ce rapport, nous constatons que les pays en voie de développement ont fourni la plus grande partie de l'aide mentionnée dans ces deux listes. Dans le tableau I, les pays en voie de développement ont fourni une contribution d'environ 77 p. 100 du total de l'assistance fournie par les gouvernements jusqu'au 8 octobre 1974.

6. Ces pays en développement ont fourni 2 083 millions de dollars du montant total de l'assistance, qui s'est élevé à 2 720 millions de dollars. Par ailleurs, la contribution des pays développés n'a pas dépassé 637 millions de dollars, c'est-à-dire 23 p. 100 seulement du total de l'assistance qui a été fournie dans le cadre de la liste I. La liste II présente une situation similaire, étant donné que la contribution totale apportée par les pays en développement au Fonds spécial du Secrétaire général, à la date du 8 octobre 1974, représentait plus de 163 millions de dollars sur un total de 223 millions, c'est-à-dire 73 p. 100 du volume total de l'assistance fournie à ce fonds, alors que la contribution des pays développés n'a été que de 60 millions de dollars, c'est-à-dire 27 p. 100 de l'ensemble des contributions versées au Fonds spécial du Secrétaire général.

7. Ma délégation note également que ce qui se passe actuellement à propos du Programme spécial mis en œuvre conformément au Programme d'action adopté à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, c'est que les pays en développement assument la plus grande partie du fardeau, et la même situation existe en ce qui concerne l'aide bilatérale et les contributions au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale. En fait, les pays en développement ont assumé la plus grande partie de l'aide bilatérale et des contributions multilatérales.

8. Ma délégation rend hommage à l'attitude des pays en développement et à leur solidarité avec leurs pays frères du tiers monde.

9. Ma délégation note aussi que certains pays développés, notamment les plus riches d'entre eux qui ont le revenu par habitant le plus élevé, essaient maintenant de revenir sur leurs engagements qui étaient de fournir une part toujours plus grande de leur produit national brut [PNB] aux pays en développement et tentent d'imposer cette responsabilité aux pays en développement eux-mêmes.

10. Ce qui se passe à l'heure actuelle, c'est que certains pays développés, notamment les plus riches d'entre eux, essaient d'abandonner progressivement leurs engagements à l'égard de l'aide au développe-

ment et s'efforcent d'éluder leurs responsabilités, en les transférant aux pays en développement, dont certains ont déjà fourni des contributions dont le pourcentage se situe entre 6 et 8 p. 100 de leur produit national brut et apportent cette assistance sous la forme d'une aide officielle gouvernementale aux fins du développement. Cela est d'ailleurs confirmé par le volume de l'aide officielle fournie par l'Iran, le Koweït, l'Arabie saoudite, l'Irak, les Emirats arabes unis, l'Algérie, la République arabe libyenne, le Venezuela, Qatar et d'autres pays en développement. Alors que les contributions totales fournies par la majorité des pays développés à cet égard se situent entre 0,25 p. 100 et 0,5 p. 100 de leur PNB, ceux-ci doivent se rendre compte que le fait qu'ils ne se sont pas acquittés de bonne foi de leurs engagements, conformément à la Stratégie internationale du développement pour la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement [résolution 2626 (XXV)] en ce qui concerne l'aide au développement et les autres objectifs de la Stratégie, est la principale raison pour laquelle la situation économique internationale actuelle est en train de se détériorer.

11. M. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, a fait une déclaration devant le Conseil économique et social², le 18 octobre 1974, où il a parlé de l'attitude négative adoptée par les pays hautement industrialisés en ce qui concerne leurs engagements à l'égard de l'aide au développement. M. McNamara a étayé sa déclaration d'un tableau indiquant que le montant total de l'aide officielle fournie par les Etats membres de l'Organisation de la coopération et du développement économiques, qui comprend les pays les plus riches du monde, était graduellement passé de 0,52 p. 100 en 1960 à 0,44 p. 100 en 1965, et qu'il avait atteint 0,34 p. 100 en 1972, pour passer ensuite à 0,33 p. 100 en 1973. Nous pourrions à bon escient comparer ces chiffres avec ceux qui ont été fixés dans la Stratégie internationale du développement.

12. Cette diminution constante, prouvée par les statistiques, s'est produite entre 1960 et 1973, c'est-à-dire bien avant l'augmentation des prix du pétrole, qui a été décidée pour se rapprocher du niveau des prix des exportations en provenance des pays développés; autrement dit, les statistiques montrent clairement que l'attitude négative adoptée par les pays développés les plus riches se poursuit depuis 1960 et a donc commencé bien avant l'augmentation des prix du pétrole, augmentation dont se servent certains pays industrialisés avancés comme prétexte pour éluder leurs responsabilités et revenir sur leurs engagements.

13. Ma délégation prie instamment ces pays développés et industrialisés qui ne se sont pas acquittés de leurs engagements à l'égard de l'assistance au développement de modifier cette attitude, adoptée en 1960 et qui s'est poursuivie jusqu'ici, et de commencer à contribuer d'une manière effective à la réalisation des objectifs de la Stratégie internationale du développement et aux objectifs de la Déclaration et du Programme d'action adoptés à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale pour essayer d'instaurer une nouvelle communauté internationale fondée sur la coopération et l'interdépendance internationales.

14. Ma délégation saisit également cette occasion pour féliciter ceux des pays industriellement développés qui s'acheminent rapidement vers la réalisation des objectifs fixés. Mais ces pays sont encore peu nombreux. Ma délégation souhaite mentionner tout particulièrement, en ce qui concerne l'aide au développement, les pays nordiques, y compris les pays scandinaves et la Finlande, ainsi que la Nouvelle-Zélande, le Canada et l'Australie, qui travaillent sincèrement à la réalisation des objectifs fixés pour l'aide au développement, conformément aux objectifs de la Stratégie internationale du développement.

15. Quant à ma deuxième remarque, elle concerne le fait que l'Egypte n'a pas été inclus dans la liste des pays qui avaient été le plus affectés. L'Egypte est un pays où le revenu par habitant est inférieur à 200 dollars par an, et le déficit net dans la balance des paiements pour 1974 est estimé à 753 millions de dollars, c'est-à-dire quelque 24 p. 100 de la valeur des importations égyptiennes pour l'année 1974.

16. Le déficit net de la balance des paiements de l'Egypte pour l'année 1975 est également évalué à 1377,5 millions de dollars, soit l'équivalent de 34 p. 100 du montant des importations pour la même année.

17. De ce fait, l'Egypte devrait être immédiatement ajoutée à la liste des pays les plus gravement touchés. Il s'agit là des statistiques concernant la balance des paiements égyptienne et les revenus par habitant en Egypte, qui ont été prises en considération par le secrétariat du Programme spécial chargé de lancer une opération d'urgence, lorsqu'il a choisi les pays qui devaient figurer sur la liste des pays les plus gravement touchés.

18. Cela s'ajoute au fait qu'il y a un autre critère important qui joue pour l'Egypte, à savoir que c'est un pays qui a été victime de l'agression et de l'occupation étrangère, selon les dispositions du paragraphe c de la section X du programme d'action adopté à la Sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, qui définissait les pays les plus gravement touchés. Néanmoins, le secrétariat du Programme spécial d'opération d'urgence n'a toujours pas ajouté l'Egypte à sa liste.

19. La délégation égyptienne est certaine que le secrétariat prendra en considération tous ces facteurs, compte tenu du fait, notamment, qu'ils avaient déjà été communiqués par le représentant de l'Egypte à M. Raúl Prebisch, représentant spécial du Secrétaire général pour l'Opération d'urgence des Nations Unies, en le priant d'ajouter le nom de l'Egypte à la liste des pays les plus gravement touchés. Etant donné que c'est la troisième fois que la délégation égyptienne soulève cette question en séances plénières des Nations Unies, ma délégation espère sincèrement qu'elle ne se verra pas obligée de le faire à nouveau.

20. En conclusion, ma délégation tient à établir un lien entre son approbation des deux projets de résolution présentés à l'Assemblée et les deux observations susmentionnées, relatives au rôle des pays développés dans le financement du Fonds spécial et de l'aide au développement en général ainsi qu'à l'inclusion du nom de l'Egypte dans la liste des pays les plus gravement touchés.

21. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant prendre une décision sur le projet de résolution recommandé par la Deuxième Commission au paragraphe 11 de son rapport [A/9952]. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de ce projet de résolution est contenu dans le document A/9976.

22. Je voudrais attirer l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que la Deuxième Commission a adopté le projet de résolution sans procéder à un vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite suivre la même procédure ?

Le projet de résolution est adopté [résolution 3356 (XXIX)].

23. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant examiner la question de l'élection des membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial.

24. Aux termes du paragraphe 1 de l'article III de la résolution qu'elle vient d'adopter, l'Assemblée générale a décidé que le Conseil des gouverneurs du Fonds spécial serait

“... composé de représentants de trente-six Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique élus par l'Assemblée générale compte tenu notamment de la nécessité d'une représentation équilibrée des donateurs et bénéficiaires potentiels.”

25. A ce propos, je voudrais attirer l'attention des membres de l'Assemblée sur la recommandation qui figure au paragraphe 10 du rapport de la Deuxième Commission [A/9952], aux termes de laquelle l'Assemblée devrait élire les Etats qui sont membres du Comité *ad hoc* du Programme spécial comme membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial.

26. Les représentants des Etats-Unis et de la République fédérale d'Allemagne ont demandé à faire une déclaration à ce sujet. S'il n'y a pas d'objection, je vais tout d'abord donner la parole au représentant des Etats-Unis.

27. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais tout d'abord saisir cette occasion pour vous exprimer, Monsieur le Président, au nom de ma délégation, nos sincères remerciements, notre gratitude et notre appréciation, ainsi qu'au Secrétariat et à toutes les délégations qui ont fait preuve de tant de compréhension lors des consultations liées à certains des problèmes qui ont récemment surgi à propos de ce point.

28. Le projet de résolution qui vient d'être adopté, crée enfin un fonds spécial des Nations Unies comme le demandait l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire, dans la section I de la résolution 3202 (S-VI) du 1^{er} mai 1974.

29. Au cours de cette session extraordinaire, ma délégation à plusieurs fois exprimé des doutes quant à la viabilité d'un fonds spécial pour faire face aux besoins urgents des pays les plus gravement touchés par un déséquilibre économique, et surtout, à notre avis, par des augmentations soudaines et traumatisantes du prix du pétrole. Nous avons exprimé l'avis, à l'époque, que le temps était le principal élément à prendre en considération pour répondre à cette crise, mais que la meilleure façon d'y faire face serait

d'établir un programme conséquent utilisant les canaux d'assistance et les institutions existants. Malheureusement, les vues de mon gouvernement n'ont pas été prises en considération et ne se reflètent pas dans l'action entreprise par l'Assemblée générale à la sixième session extraordinaire.

30. Bien que nous ayons été déçus de cela, — et nous avons exprimé notre déception à plusieurs reprises, lors de la session extraordinaire elle-même, lors des sessions du Conseil économique et social, et lors des sessions et des consultations de la Deuxième Commission — nous nous sommes tout de même inclinés devant la volonté de la majorité.

31. Le Gouvernement des Etats-Unis prend au sérieux ses obligations en tant qu'Etat Membre de l'Organisation. C'est dans cet esprit que nous avons participé aux travaux du Comité *ad hoc* pour le Programme spécial. Par conséquent, bien que ce soit avec un profond regret, nous avons asquiscé à l'adoption de la résolution dont nous sommes saisis.

32. En dépit des vues très arrêtées de mon Gouvernement en ce qui concerne un nouvel ordre économique international, nous n'avons aucun désir de faire obstruction aux travaux du Fonds spécial ou aux travaux de n'importe quel autre organe des Nations Unies. Il se peut très bien que pour des Etats Membres nouvellement riches qui n'ont pas d'institutions ou de structures établies pour fournir l'aide d'urgence, la création du Fonds spécial semble particulièrement attrayante. Cependant, en ce qui concerne les Etats-Unis, nous maintenons nos vues et notre position quant aux moyens les plus efficaces de répondre aux besoins de ceux qui sont le plus gravement touchés. Nous ne pensons pas que cette nouvelle institution soit véritablement nécessaire ou que ce soit le meilleur moyen de fournir une telle aide. Nous ne le pensions pas et nous ne le pensons pas maintenant. Aujourd'hui, nous ne pensons toujours pas que ce soit quelque chose de viable. Par conséquent, comme nous l'avons déjà dit, mon gouvernement ne contribuera pas et ne participera pas au Fonds spécial, car nous pensons qu'il fait double emploi avec des services existants qui sont déjà disponibles à ces mêmes fins.

33. Je voudrais maintenant en venir plus particulièrement au paragraphe 10 du document A/9952, où la Deuxième Commission recommande d'élire à la première élection les Etats qui sont membres du Comité *ad hoc* du Programme spécial comme membres du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial. Bien que le Gouvernement des Etats-Unis ait fait partie du Comité *ad hoc* et, à ce titre, ait participé à ses délibérations et acquiescé au projet de résolution élaboré par ce comité, pour les raisons que j'ai déjà exposées, nous allons néanmoins décliner d'être élus au Conseil des gouverneurs. Nous pensons que le Conseil des gouverneurs devrait se composer logiquement de ceux qui ont l'intention de contribuer au Fonds spécial ou en attendent une aide. Nous ne voudrions pas donner l'impression en faisant partie du Conseil des gouverneurs qu'un appui des Etats-Unis pourrait intervenir ultérieurement. En déclinant l'élection au Conseil des gouverneurs, nous pensons agir de façon conséquente avec nos vues officiellement exprimées et avec nos sentiments.

34. En conclusion, nous devons noter que le coût des projections de personnel et d'administration

semble excessivement élevé pour une institution qui semble avoir très peu de chances d'attirer des ressources considérables. Nous craignons, comme nous l'avions prédit en mai et en juillet derniers, que malheureusement, le principal rôle de ce fonds ne consiste à mettre peut-être un nouvel écran bureaucratique entre ceux qui sont prêts à aider et ceux qui en ont désespérément besoin.

35. M. NEUFELDT (République fédérale d'Allemagne) [*interprétation de l'anglais*] : Lorsque nous nous sommes joints au Comité *ad hoc* du Programme spécial, nous avons dit clairement que la République fédérale d'Allemagne n'avait pas l'intention de contribuer au Fonds, mais qu'elle préférerait venir en aide aux pays les plus touchés par les voies déjà existantes. Au cours des délibérations sur cette question à la Deuxième Commission, nous avons accepté de changer le Comité *ad hoc* en Conseil de gouverneurs parce que cette simple transformation ne donnait pas l'impression que nous avions changé d'avis. Malheureusement, nous nous trouvons maintenant dans une situation différente. L'élection officielle des membres du Conseil des gouverneurs et la déclaration que nous venons d'entendre risquent de donner l'impression que le fait d'accepter de faire partie du Conseil des gouverneurs donne à penser que nous avons l'intention de contribuer à ce fonds. Comme mon Gouvernement n'a pas changé d'avis à cet égard, je tiens à annoncer que la République fédérale d'Allemagne n'est pas candidate au Conseil des gouverneurs du Fonds spécial. Je voudrais souligner que cette position repose exclusivement sur des considérations budgétaires et non sur des considérations politiques. En outre, je tiens à souligner que cette décision ne doit pas être interprétée comme signifiant que l'intérêt de mon Gouvernement à l'assistance internationale a diminué. Au contraire, il a décidé d'augmenter de façon sensible les fonds pour la coopération avec les pays en voie de développement tant sur le plan bilatéral que multilatéral.

36. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique qui s'adressera à l'Assemblée générale au nom du Groupe des Soixante-Dix-Sept.

37. M. GARCÍA ROBLES (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : En tant que président du Groupe des Soixante-Dix-Sept, je crois avoir le devoir de définir, à l'intention de l'Assemblée, la réaction des pays en voie de développement face à la décision prise par les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne qui vient d'être annoncée par leurs représentants, à savoir de ne pas participer aux travaux du Conseil des gouverneurs du Programme spécial créé par la résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale du 1^{er} mai 1974.

38. L'annonce de cette décision nous a causé — pourquoi ne pas le dire ? — une certaine surprise et une grande déception. En exprimant publiquement ces sentiments, nous tenons cependant à dire que nous sommes exempts d'amertume et que nous avons un certain espoir : celui que les pays qui viennent de nous retirer leur participation changeront d'attitude dans un proche avenir.

39. Le PRÉSIDENT : Compte tenu de la recommandation figurant au paragraphe 10 du rapport de la Deuxième Commission [A/9952] et des déclarations que viennent de prononcer les représentants des

Etats-Unis, de la République fédérale d'Allemagne et du Mexique, ce dernier nommé au nom du Groupe des Soixante-Dix-Sept, et conformément à ce qui, semble-t-il, représente le sentiment général des membres de l'Assemblée, je voudrais suggérer que l'Assemblée générale procède à l'élection des membres suivants du Comité *ad hoc* du Programme spécial pour siéger au Conseil des gouverneurs du Fonds spécial. La liste, par ordre alphabétique, donne les pays suivants : l'Algérie, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, le Costa Rica, la France, la Guyane, la Haute-Volta, l'Inde, l'Iran, le Japon, le Koweït, Madagascar, le Népal, le Nigéria, la Norvège, le Pakistan, le Paraguay, les Pays-Bas, les Philippines, la République arabe syrienne, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Somalie, le Soudan, le Sri Lanka, le Swaziland, le Tchad, la Tchécoslovaquie, la Turquie, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, l'Uruguay, le Venezuela, la Yougoslavie et le Zaïre.

40. Puis-je d'autre part suggérer, conformément à ce qui semble être le sentiment général des délégations, que l'Assemblée autorise le Conseil économique et social à élire deux membres supplémentaires du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial en les choisissant parmi les Etats qui constituent le groupe des Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats, portant ainsi à 36 le nombre des membres du Conseil des gouverneurs, conformément à la décision que l'Assemblée générale a prise. S'il n'y a pas d'objections à cette manière de procéder, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

41. Le PRÉSIDENT : Nous passons maintenant à l'examen de la durée du mandat des membres du Conseil. Le paragraphe 2 de l'article III du projet de résolution dispose que, pour les membres élus à la première élection, le mandat d'un tiers d'entre eux expirera après un délai d'un an et celui d'un autre tiers après un délai de deux ans.

42. En ce qui concerne la procédure à suivre pour choisir les douze membres qui auront un mandat de trois ans, les douze membres qui auront un mandat de deux ans et les douze membres qui auront un mandat d'un an, je voudrais rappeler aux membres de l'Assemblée que la procédure du tirage au sort a été utilisée dans des cas analogues pour d'autres organes de l'ONU. Je propose donc que l'Assemblée tire au sort pour choisir les membres qui auront respectivement un mandat de trois ans, de deux ans ou d'un an.

43. Après consultation avec les différents présidents des groupes régionaux, il a été décidé de répartir les sièges de la manière suivante : sur les neuf Etats élus de l'Afrique, trois membres auraient respectivement un mandat de trois ans, deux ans et un an. Sur les huit Etats élus d'Asie, trois auraient un mandat de trois ans, trois un mandat de deux ans, et enfin deux un mandat d'un an. Sur les trois Etats d'Europe orientale élus, l'un aurait un mandat de trois ans, un un mandat de deux ans, et un un mandat d'un an. Sur les sept Etats d'Amérique latine élus, deux membres auraient un mandat de trois ans, deux autres un mandat de deux ans, et enfin trois membres auraient un mandat d'un an. Sur les neuf Etats d'Europe occidentale et autres Etats élus ou à élire, trois membres auraient respectivement un mandat de trois ans, deux ans et un an.

44. Dans le cas précis des Etats devant être élus par le Conseil économique et social parmi les membres du groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, deux dominos marqués respectivement A et B, et correspondant aux deux Etats que doit élire le Conseil économique et social seront ajoutés aux autres dominos pour la procédure de tirage au sort. Le domino A correspondra à l'Etat à élire dont le nom vient en premier dans l'ordre alphabétique anglais, et le domino B correspondra à l'autre Etat à élire.

45. Puis-je maintenant considérer que l'Assemblée générale accepte la répartition ainsi que la procédure que je viens de décrire ?

Il en est ainsi décidé.

46. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant procéder au tirage au sort.

47. Le résultat du tirage au sort est le suivant : 12 Etats membres élus pour un mandat de trois ans : Algérie, Argentine, Inde, Nigéria, Paraguay, Philippines, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Turquie, Zaïre, Pays "A", et Pays "B"; 12 Etats membres élus pour un mandat de deux ans : Australie, Brésil, Iran, Koweït, Madagascar, Pays-Bas, République arabe syrienne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Swaziland, Tchad, Uruguay et Yougoslavie; 12 Etats membres élus pour un mandat d'un an : Costa Rica, France, Guyane, Haute-Volta, Japon, Népal, Norvège, Pakistan, Somalie, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.

48. Je vais donner la parole aux représentants qui désirent expliquer leur position après la décision qu'a prise l'Assemblée.

49. M. TSHERING (Bhoutan) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation du Bhoutan est heureuse que le projet de résolution contenu dans le rapport de la Deuxième Commission [A/9952], ait été adopté sans vote par l'Assemblée générale. De l'avis de ma délégation, cette décision réaffirme clairement le besoin pressant de mettre en œuvre le programme spécial.

50. Mais si ma délégation a demandé à prendre la parole, c'est pour faire part de notre inquiétude de voir exclus de la liste provisoire des pays les plus gravement touchés par la crise économique, certains pays qui mériteraient pourtant d'y figurer. Dans la résolution 3202 (S-VI) qui porte création du Programme spécial, certains critères ont été établis et ma délégation espère que les pays sans littoral et les pays les moins développés, tel que le Bhoutan, figureront sur la liste définitive des pays les plus gravement touchés. Cela serait conforme aux critères indiqués dans la résolution adoptée à la Sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

51. Toutefois, comme nous relevons, dans la déclaration que le représentant spécial du Secrétaire général a faite devant la Deuxième Commission³, que certains pays viendront compléter la liste plus tard, nous espérons que le cas du Bhoutan sera pris en considération comme il le mérite.

52. Les derniers événements sur cette question du Programme spécial ne nous paraissent pas encourageants, mais nous tenons à exprimer l'espoir que les donateurs en puissance qui n'envisagent pas

actuellement de verser une contribution changeront d'avis et contribueront au succès du Programme d'action, dans l'intérêt de la paix et de la prospérité pour tous.

53. M. MITINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : La position de l'Union soviétique sur l'assistance aux pays les plus touchés, ainsi que sur le projet de résolution relatif à la structure et aux fonctions du Fonds spécial [*ibid.*, par. 11] créé en vertu d'une décision de l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire sur les matières premières et le développement, a été exposée par le menu par les représentants soviétiques au sein du Comité *ad hoc* du Programme spécial d'aide aux pays les plus touchés, ainsi qu'à la réunion d'annonce de contributions, organisée par le Secrétaire général, à l'échelon ministériel, le 27 septembre 1974, et dans les interventions en Deuxième Commission, à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale. La délégation soviétique voudrait confirmer cette position.

54. A propos de la décision prise par l'Assemblée générale de transformer le Comité *ad hoc* du Programme spécial, dans sa composition actuelle, en Conseil des gouverneurs du Fonds spécial, la délégation soviétique déclare que la participation éventuelle de l'Union soviétique au Conseil des gouverneurs ne signifie pas qu'elle ait changé de position en ce qui concerne les contributions au Fonds spécial.

55. A propos de cette question et à propos également de l'accord de l'Union soviétique pour participer au Conseil mondial de l'alimentation, la délégation soviétique voudrait souligner ce qui suit. L'Union soviétique, comme vous le savez, apporte une aide non négligeable aux pays en développement. Elle a l'intention de continuer de le faire. En fournissant son aide dans la mesure de ses possibilités, l'Union soviétique continuera de suivre les formes et les méthodes de coopération qui correspondent le mieux à son régime social et économique et qui ont fait leurs preuves.

56. M. CONSALVI (Venezuela) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation vénézuélienne estime opportun de présenter quelques brèves remarques sur ce sujet, bien que la présente session de l'Assemblée générale soit sur le point de s'achever.

57. Mon pays attache une grande importance au Fonds spécial d'urgence créé en mai 1974 par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire; les dispositions spéciales qui régissent les activités opérationnelles du Fonds figurent au paragraphe 11 du projet de résolution contenu dans le document A/9952.

58. Le Venezuela, conscient de ses responsabilités dans la conjoncture actuelle, a été l'un des premiers pays à offrir un appui financier à l'opération d'urgence. Mon pays a annoncé que sa contribution serait de l'ordre de 100 millions de dollars. Sur cette somme, 50 millions de dollars ont d'ores et déjà été versés : 30 millions sous forme d'un versement direct au compte spécial du Secrétaire général et 20 millions sous forme de prêts directs à deux pays frères de la région, prêts consentis à des conditions particulièrement avantageuses.

59. D'autre part, je crois qu'il serait bon de mentionner, à cette occasion, les récents accords conclus entre le Venezuela et tous les pays de l'Amérique centrale qui sont inspirés de ces mêmes idéaux de solidarité internationale, lesquels ont fait l'objet de tant de rhétorique tant aux Nations Unies qu'en dehors de l'Organisation, mais que nous souhaitons maintenant voir se concrétiser.

60. Le Venezuela déplore d'avoir à constater le fait qu'en dépit des efforts importants déployés par le Secrétaire général et son Représentant spécial, M. Raúl Prebisch, l'opération d'urgence n'a pas été menée avec l'efficacité requise. Certains pays développés sont restés dans l'expectative ou ont adopté une attitude négative à l'égard du Fonds et se sont non seulement abstenus d'y contribuer, mais également de faire partie du Conseil des gouverneurs. Nous regrettons cette attitude, car la solidarité internationale, dans toute situation d'urgence, doit primer toute autre considération d'ordre politique.

61. Enfin, je tiens à déclarer que le Venezuela n'est pas un pays "nouveau riche". C'est un pays qui apporte cette contribution à l'opération d'urgence alors que lui-même se trouve confronté à d'innombrables problèmes économiques et sociaux, car, malgré le fait que, pendant plus de 50 ans, nous ayons exploité le pétrole, nous n'en sommes aujourd'hui qu'à la première étape du développement. Et si nous devons accepter une définition, on pourrait dire que nous sommes un pays dont la richesse est ancienne, car le pétrole se trouve dans le sous-sol du Venezuela depuis des millions et des millions d'années. Nous faisons ces contributions car — comme je l'ai déjà dit — nous sommes conscients de nos responsabilités et de nos engagements en tant que pays membre de la communauté internationale.

62. M. MACKENSIE (Royaume-Uni) [*interprétation de l'anglais*] : Hier, j'ai dit à cette tribune, en une autre occasion, que ma délégation regrettait la tendance au consensus laborieusement atteint en commission, consensus remis en question très peu de temps après en plénière. Ce point de vue est naturellement valable aujourd'hui.

63. Donc, étant donné les déclarations faites à cette tribune avant le vote, cet après-midi, concernant la composition du Conseil des gouverneurs du Fonds spécial, j'aimerais préciser la position de ma délégation. La délégation britannique, en réaffirmant sa volonté de se mettre au service du Conseil, comme il lui est demandé, aimerait également préciser, comme elle l'a déjà fait en commission, que cette participation n'implique aucun engagement de la part de mon gouvernement de faire une contribution financière spéciale au Fonds. Notre volonté d'apporter notre collaboration se fonde sur deux faits, premièrement, sur le fait que le Conseil des gouverneurs, non seulement gèrera le Fonds, mais aura également des responsabilités particulières en vertu de l'article I de la résolution que nous venons d'adopter, en tant qu'"organe central de contrôle" pour toutes les opérations courantes d'assistance; deuxièmement, sur le fait que le Royaume-Uni participe déjà à l'aide fournie aux pays les plus sérieusement touchés ainsi que dans le cadre de l'aide fournie par la Communauté économique européenne.

64. M. MWANGAGUHUNGA (Ouganda) [*interprétation de l'anglais*] : L'Ouganda est heureux de noter que la résolution figurant dans le document A/9952 a été adoptée par consensus. A ce propos, l'Ouganda interprète le paragraphe 2 de l'article VI qui se lit comme suit :

“Les conditions que les bénéficiaires éventuels, autres que les pays en voie de développement les moins avancés et sans littoral, doivent remplir pour recevoir une assistance sont révisées périodiquement par le Conseil des gouverneurs.”

Par déduction l'Ouganda, pays sans littoral, l'un des moins développés des pays en voie de développement, comme les autres pays de la même catégorie, doit figurer automatiquement sur la liste.

65. J'espère qu'après l'adoption de cette résolution, les autorités compétentes réviseront la liste en conséquence.

POINT 82 DE L'ORDRE DU JOUR

Régime des traitements des Nations Unies :

- a) Rapport du Secrétaire général;
- b) Rapport du Comité consultatif de la fonction publique internationale

RAPPORT DE LA CINQUIÈME COMMISSION (PREMIÈRE ET DEUXIÈME PARTIES) (A/9981 ET ADD.1)

66. M. OSMAN (Egypte) [Rapporteur de la Cinquième Commission] (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée les première et deuxième parties du rapport de la Cinquième Commission sur le point 82 de l'ordre du jour relatif au régime des traitements des Nations Unies.

67. Dans la première partie de ce rapport [A/9981], au paragraphe 74, la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution I, intitulé “Statut de la Commission de la fonction publique internationale”. Ce projet de résolution contient en annexe un projet de “statut de la Commission de la fonction publique internationale”.

68. Le projet de résolution II que la Cinquième Commission recommande à l'adoption de l'Assemblée générale, figure également au paragraphe 74 du rapport et se rapporte aux “Traitements et indemnités des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur” et contient en annexe les modifications qu'il convient d'apporter en conséquence au Statut du personnel.

69. La deuxième partie du rapport de la Cinquième Commission sur ce point [A/9981/Add.1] se rapporte à la nomination des membres de la Commission de la fonction publique internationale. A ce propos, je voudrais signaler à l'Assemblée générale le document A/9988, dans lequel il est proposé, sur l'initiative du Secrétaire général, d'apporter une modification à la liste des candidats soumis aux fins de nomination à la Commission et qui figure au paragraphe 1 du document A/9981/Add.1; au paragraphe 8 du document A/9981/Add.1 la Cinquième Commission renvoie à l'Assemblée générale pour décision appropriée la question de la nomination des membres de la Commission de la fonction publique internationale.

70. M. RAHAL (Algérie) : A plus d'une reprise nous avons eu l'occasion d'exprimer notre opinion que si l'Organisation voulait raffermir son rôle, restaurer son autorité et assurer son rayonnement, il était nécessaire qu'elle s'adapte au monde nouveau dans lequel nous vivons et qui n'est pas celui dans lequel et pour lequel elle avait été créée.

71. Nous avons eu également l'occasion d'exprimer notre conviction que dans cet effort d'adaptation un rôle important, sinon déterminant, devait revenir aux organes du Secrétariat général et aux fonctionnaires qui animent ce secrétariat et qui donnent vie à toute l'Organisation.

72. Ceci expliquera peut-être l'intérêt particulier que nous accordons à la création d'une commission de la fonction publique internationale. Nous avons suivi déjà les discussions se rapportant à ce sujet et nous disposons maintenant à la fois d'un projet de statut de cette commission, qui figure dans la première partie du rapport de la Cinquième Commission [A/9981], et certaines propositions soumises par le Secrétaire général à l'approbation de l'Assemblée générale [voir A/9981/Add.1]. Mon intervention se limitera à quelques brèves observations sur ces deux documents.

73. Tout d'abord, en ce qui concerne les propositions qui nous sont faites, nous constatons qu'une place particulière est donnée dans la composition de cette commission aux membres permanents du Conseil de sécurité. Nous pensons que, dans le cas de cette commission, rien ne devrait nous conduire à accorder une présence automatique aux membres permanents du Conseil de sécurité. Le privilège qu'ils détiennent ne devient évident et légal que lorsqu'il s'agit de questions se rapportant directement au maintien de la paix et de la sécurité internationales, et il me semble que c'est bien l'interprétation générale qui est donnée des dispositions de la Charte qui accordent à ces membres permanents un statut privilégié au sein de l'Organisation. Nous souhaitons donc que dans le processus de renouvellement de cette commission, il ne soit plus tenu compte du statut particulier des membres permanents du Conseil de sécurité.

74. La deuxième observation que j'ai à présenter sur la composition de cette commission est qu'elle ne tient aucun compte d'une répartition équitable sur le plan géographique. Il ne s'agit pas pour nous de demander de remettre en cause cette liste qui est déjà faite; mais nous souhaiterions que, dans le processus de renouvellement de cette commission, ce défaut soit progressivement corrigé et, en particulier, que lorsqu'il s'agira de remplacer un membre de cette commission, il faut qu'il soit bien entendu que ce remplacement ne devra pas être fait par un autre membre de la même région géographique.

75. Mais il est clair que les considérations de répartition géographique ne sont pas les plus importantes à nos yeux et que, dans le choix que le Secrétaire général doit faire, les considérations de compétence doivent prendre le premier pas. Or, nous savons que, lorsque le Secrétaire général a voulu constituer cette commission, il a été dans l'obligation de rejeter un certain nombre de candidatures extrêmement valables pour la seule raison que le projet de statut prévoit que la Commission se compose uniquement de 13 membres. Nous pensons qu'il s'agit là d'une situation

regrettable, et c'est pour cela que ma délégation voudrait proposer formellement un amendement à ce projet de statut dans l'article 2 du chapitre II, par lequel il suffirait de remplacer le mot "treize" par celui de "quinze". Bien entendu, cet amendement n'entraîne aucune incidence financière et, comme les contacts que j'ai eus avant de venir à cette tribune me laissent entendre que cette modification ne peut pas rencontrer d'objections, je souhaiterais que cet amendement soit adopté par consensus.

76. Le PRÉSIDENT : Je vais maintenant donner la parole aux représentants qui ont exprimé le souhait d'expliquer leur vote avant le scrutin sur les projets de résolution recommandés par la Cinquième Commission dans la première partie de son rapport.

77. M. DIPP GÓMEZ (République dominicaine) [*interprétation de l'espagnol*] : J'ai grand plaisir à annoncer que le Gouvernement de la République dominicaine, ayant réexaminé les incidences financières qu'entraîne l'augmentation de 6 p. 100 du traitement de base des fonctionnaires des Nations Unies de la catégorie professionnelle et supérieure et reconnaissant le travail que fait le personnel des Nations Unies pour servir avec dignité, courtoisie et efficacité les Etats Membres qui se trouvent ici, m'a chargé d'appuyer la proposition d'augmentation faite par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et approuvée par la Commission.

78. Ma délégation votera en faveur du projet de résolution II qui recommande une augmentation de 6 p. 100 du traitement de base du personnel de la catégorie professionnelle et supérieure et qui recommande également une augmentation de l'indemnité pour enfants à charges, pour le personnel de ces catégories de 300 à 450 dollars par an.

79. M. GHAFURZAI (Afghanistan) [*interprétation de l'anglais*] : La délégation afghane a toujours été bien disposée et pleine de compréhension à l'égard des recommandations présentées par le Secrétaire général en ce qui concerne les mesures destinées à améliorer le fonctionnement de l'Organisation. C'est ainsi que nous avons examiné les mesures tendant à augmenter les traitements d'un pourcentage raisonnable, afin de maintenir le niveau de travail du personnel et de mettre celui-ci à l'abri de la hausse constante des prix et des pressions inflationnistes.

80. Cependant, ma délégation a quelque peine à voter affirmativement en ce qui concerne la proposition de 6 p. 100 représentant l'augmentation des traitements de la catégorie professionnelle et des catégories supérieures. Nous avons donc voté contre le projet de résolution A/C.5/L.1216, lorsqu'il a été soumis à l'examen de la Cinquième Commission. Nos raisons sont les suivantes. Tout d'abord, le niveau actuel des traitements de ces deux catégories nous semble suffisant. Avec le système des ajustements de postes, ces barèmes peuvent facilement compenser l'effet des augmentations de prix et des tendances inflationnistes. D'autre part, bien que nous soyons certains que le Secrétaire général fait tous les efforts voulus pour éviter des dépenses supplémentaires dans la gestion du budget pour ce qui est des frais afférents à l'administration et au personnel, notamment les traitements, la recommandation actuelle d'une augmentation de 6 p. 100 des traitements des deux catégories visées impose un fardeau financier supplé-

mentaire aux Etats Membres. Ceci est particulièrement vrai pour les Etats Membres des pays en développement qui ne sont pas en mesure d'assumer ces augmentations sous la forme de leurs contributions au budget ordinaire.

81. De plus, les augmentations proposées, pour les raisons que je viens d'expliquer, ne sont pas très pressantes ni faciles à justifier. Cependant, ma délégation n'a pas l'intention de s'opposer à l'adoption du paragraphe a du projet de résolution II, tel qu'il apparaît dans le rapport de la Cinquième Commission [*ibid.*] et a décidé de s'abstenir.

82. M. HSING Sung-yi (Chine) [*interprétation du chinois*] : L'inflation et les fluctuations de devises ayant affecté le mode de vie de nombreux membres du Secrétariat des Nations Unies, notamment le personnel de rang inférieur, il serait raisonnable de relever leurs traitements, et nous serions en faveur d'une telle politique. Cependant, il ne nous semble pas opportun d'augmenter les traitements de tout le personnel de 6 p. 100, indépendamment de leur rang et de leur revenu. Par exemple, le salaire annuel effectif de certains fonctionnaires de rang supérieur dépasse déjà 50 000 dollars, et une augmentation de 6 p. 100 signifierait pour eux un revenu supplémentaire de plus de 3 000 dollars. Mais en ce qui concerne le personnel de rang inférieur, une augmentation de 6 p. 100 du traitement annuel ne représente que quelques centaines de dollars. En fait, une augmentation globale de 6 p. 100, sans tenir compte du rang actuel, signifierait que plus les traitements sont élevés, plus importante serait l'augmentation, et que plus les traitements sont bas, moins importante serait l'augmentation. Cela est tout à fait déraisonnable.

83. Nous estimons que le taux d'augmentation doit être déterminé selon le traitement de base, que les traitements moins élevés devraient recevoir une augmentation plus importante, que les traitements plus élevés devraient recevoir une augmentation moins importante, et qu'il ne devrait y avoir aucune augmentation pour ceux qui touchent déjà des traitements très élevés. Par exemple, les traitements des fonctionnaires de rang supérieur au niveau de sous-secrétaire général et au-dessus sont déjà fort élevés. Pourquoi ne pas décider de ne pas augmenter leurs traitements et de les bloquer au niveau actuel ? Nous sommes partisans d'une augmentation convenable des traitements, mais la proposition actuelle d'augmentation n'est pas raisonnable.

84. Pour ces raisons, la délégation chinoise s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution II contenu dans le document A/9981.

85. M. SAFRONTCHOUK (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : La délégation soviétique ne sera pas en mesure d'appuyer la proposition tendant à relever les traitements des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs et de rang supérieur, qui figure dans le projet de résolution II du document A/9981. Cette proposition nous semble prématurée et injustifiée pour les raisons ci-après.

86. Premièrement, les données fournies par le Secrétariat à l'appui de cette proposition concernant l'effet de l'inflation sur le bien-être matériel des membres du Secrétariat sont nettement exagérées.

87. Deuxièmement, l'effet de la hausse du coût de la vie sur le niveau de vie des membres du Secrétariat se trouve déjà suffisamment compensé par le système des ajustements de poste.

88. Troisièmement, les traitements des membres du Secrétariat sont actuellement nettement supérieurs aux traitements que reçoivent les fonctionnaires des Etats-Unis, alors que cette fonction publique est l'une des mieux payées du monde.

89. Quatrièmement, avant de décider d'augmenter les traitements des membres du Secrétariat, il conviendrait de confier la question à la Commission de la fonction publique internationale pour étude; et ce n'est qu'après cette étude qu'il faudrait prendre une décision, car cette question relève totalement de la compétence de la Commission de la fonction publique internationale.

90. Cinquièmement, l'augmentation des traitements des membres du Secrétariat entraînerait des incidences financières considérables et des dépenses supplémentaires de 25 millions de dollars, ce qui constituerait un fardeau de plus pour tous les Etats Membres de l'Organisation.

91. Pour toutes ces raisons, la délégation soviétique ne pourra pas appuyer cette proposition et votera contre elle.

92. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Le projet de résolution II, publié sous la cote A/9981, dont l'Assemblée est saisie, est d'une grande importance. Tout d'abord, parce qu'il a des incidences qui s'étendent au régime tout entier; ensuite, en raison de sa nature onéreuse; et, en troisième lieu, parce qu'il contient certains facteurs d'inéquité. Par conséquent, ma délégation, à regret, doit vous demander l'autorisation de répéter sa position sur la question de l'augmentation des traitements des membres du Secrétariat.

93. Notre objection à l'égard du projet de résolution qui est soumis à l'Assemblée porte uniquement sur la question d'une augmentation nette globale de 6 p. 100 pour les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur. Nous ne nous opposons pas aux autres décisions détaillées dans le projet de résolution.

94. L'Assemblée n'assurera pas un Secrétariat efficace et satisfaisant simplement en augmentant les traitements. Le moral de ce corps excellent de fonctionnaires internationaux gagnerait plutôt à une amélioration d'ensemble des politiques de personnel et d'administration.

95. Deuxièmement, cette augmentation envisagée doit être inscrite dans le cadre des difficultés financières que connaît actuellement l'Organisation et la vaste politique d'austérité nationale pratiquée par un grand nombre d'Etats Membres de l'Organisation, à titre individuel.

96. Troisièmement, l'Assemblée devrait songer que l'augmentation proposée va nettement à l'encontre d'un principe fondamental bien établi dans la tradition, selon lequel les organisations internationales établissent leurs barèmes de traitements selon le barème en vigueur dans la fonction publique la mieux payée de l'un des Etats Membres.

97. Il est certain que les fonctionnaires internationaux devraient être au haut de l'échelle nationale, mais pas au-delà, et sûrement pas au-delà indûment.

98. Avec cette augmentation de salaire, les salaires des Nations Unies dépasseront ceux payés aux fonctionnaires nationaux de 31 à 54 p. 100.

99. Enfin, les effets de cette décision seront ressentis non seulement par l'ONU elle-même, mais par le système international tout entier. Pour les Nations Unies, cela équivaldrait à une augmentation des dépenses de 6,2 millions de dollars pour 1975, le chiffre étant de 26 millions de dollars pour l'ensemble du système des Nations Unies. Il s'agit là d'une dépense qui, si elle est votée et répartie, augmentera considérablement la quote-part des Etats Membres. Mais ce qui est plus important, c'est que cela entraînerait une augmentation des dépenses sans augmentation équivalente des programmes de base des différentes institutions des Nations Unies.

100. C'est pour ces raisons énoncées brièvement que les Etats-Unis s'opposent fermement à l'augmentation de salaire de 6 p. 100 qui est proposée et se trouvera dans l'obligation de voter contre le projet de résolution II.

101. M. BENKHAYAL (République arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Ma délégation appuie l'augmentation de 6 p. 100 des traitements des fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieure qui est proposée et elle votera en faveur du projet de résolution II contenu dans le document A/9981. Nous sommes fermement convaincus que le coût de la vie a beaucoup augmenté au cours de ces derniers mois. Cela a été prouvé par les statistiques publiées par les organes autorisés.

102. En outre, le Secrétariat des Nations Unies, qui fait tous ses efforts pour bien préparer les séances des différents comités et de l'Assemblée générale et pour aider la mise en œuvre des résolutions, doit jouir de ses pleins droits. Comme c'est à nous qu'il revient de lui permettre de jouir de ces droits, nous estimons qu'il doit recevoir son dû.

103. J'espère que l'on n'interprétera pas cette attitude comme étant en contradiction avec notre position quant aux contributions pour l'année 1974-1975. Nous ne sommes pas contre toutes les augmentations dans le budget des Nations Unies. Mais nous ne sommes pas non plus en conflit avec le point 82 de l'ordre du jour, dont nous sommes maintenant saisis. Nous ne sommes pas en faveur d'une augmentation des contributions si elle n'est pas justifiée, mais nous ne sommes pas contre des augmentations légitimes telle que celle que nous examinons maintenant. Je demande à l'Assemblée générale de ne pas s'opposer à cette augmentation qui a été proposée à la suite d'un long débat et d'une étude serrée au sein de différentes commissions.

104. Enfin, ma délégation désire appuyer la proposition faite il y a un instant par le représentant de l'Algérie quant à l'augmentation du nombre des membres de la Commission [*voir par. 75 ci-dessus*].

105. M. BAROODY (Arabie saoudite) [*interprétation de l'anglais*] : Je voterai à contre-cœur en faveur de l'augmentation de 6 p. 100 des salaires. Que devrait-être cette augmentation ? Trois p. 100 ? Pourquoi pas zéro p. 100 ? Je dis "à contre-cœur" parce

que je pense que le Secrétaire général a choisi une bonne équipe d'administrateurs pour travailler avec nous et que vous voulez briser leur moral.

106. Ils gagnent des fortunes, n'est-ce pas, avec leur salaire, ici, à New York ? La plupart d'entre eux n'ont pas d'économies. J'ai fait des vérifications. Ils ne roulent pas sur l'or.

107. J'ai suggéré à mon bon ami de la République-Unie de Tanzanie, je crois, que cette augmentation soit au moins de l'ordre de 12 à 15 p. 100. Pourquoi 12 à 15 p. 100 ? S'agit-il d'un pourcentage arbitraire ? Non. On admet ici que l'inflation est depuis quelque temps de 12 à 15 p. 100.

108. Comme nous devrions envier Alice aux pays des merveilles dans cette ville ! Rappelez-vous que Lewis Carroll qui a écrit cette fable, vivait au XIX^e siècle. Alice courait, courait et courait et elle se trouvait toujours au même endroit. Maintenant, les salariés courent, courent, et courent et ils se retrouvent 5 ou 6 pas en arrière.

109. Supposons que l'Assemblée vote pour les 6 p. 100, avec une inflation de 12 p. 100, ils perdront 6 cents par dollar.

110. Mon bon ami, M. Safrontchouk, je ne sais pas comment sont les choses en Union soviétique. Vous devriez être heureux que votre personnel, ici, reçoive de bons salaires — si vous croyez qu'ils sont bons; je pense, quant à moi, qu'ils sont moins qu'équitables.

111. Et maintenant, j'aimerais m'adresser à mon bon ami, M. Ferguson des Etats-Unis. Pourquoi n'intervenez-vous pas au sujet de vos grandes sociétés, qui paient à leurs cadres des salaires de 150 000 dollars, 200 000, 300 000, 400 000 et jusqu'à 800 000 dollars ? Je connais un président de banque qui gagne 800 000 dollars par an. Pourquoi ne faites-vous rien à ce sujet ?

112. Vous ne vous attaquez qu'aux fonctionnaires du Secrétariat qui sont tellement favorisés par rapport aux fonctionnaires de votre gouvernement fédéral et d'ailleurs. Ce que vous donnez à ceux-ci vous regarde. Mais nous devrions établir les normes pour les Etats nationaux et non pas prendre un Etat pour établir les normes des salaires des Nations Unies. Justement parce que nous vivons à New York, de toute façon cet argent est dépensé à New York ? De quoi vous plaignez-vous ? Cet argent va chez vous, et la ville est en déficit. Donnez-leur une petite augmentation de salaire afin qu'ils puissent la dépenser à New York. Je ne dis pas cela d'un ton badin. Avez-vous oublié la valeur du dollar par rapport à d'autres monnaies ? Elle est fictive. Ne soyez pas impressionnés par une centaine de dollars. Ils n'ont plus la même valeur qu'il y a 20 ans. J'étais dans cette ville. Je ne sais pas ce qu'il en est du rouble. Mais le système socialiste est une utopie. Pourquoi voulez-vous empêcher votre personnel de vivre dans l'utopie à l'extérieur de l'Union soviétique ?

113. Qui cherchez-vous à tromper ici ? Tous deux vous déclarez que vous allez voter contre : je parle des Etats-Unis et de l'Union soviétique qui vont s'opposer à une augmentation de 6 p. 100. Combien dépensez-vous pour votre défense Monsieur Ferguson ? Est-ce 80 ou 84 milliards de dollars cette année ?

Pour l'Union soviétique, c'est encore un secret mais le montant se chiffre en milliards de roubles.

114. Vous reconnaissez tous, et nous admettons tous, que les Nations Unies sont le meilleur instrument nous permettant de maintenir la paix dans le monde. Est-ce que quelques millions de dollars ça et là constituent une catastrophe pour votre budget ? Ou bien s'agit-il de principe, et de quel genre de principe ? Vous ne gênez pas les administrateurs de l'Organisation. Vous essayez de les maintenir dans un niveau de vie moyen. Ils ne peuvent envoyer leurs femmes et enfants travailler comme vous pouvez le faire ici aux Etats-Unis. Il leur faut un permis de travail.

115. Je ne crois pas que ceux qui vous donnent des instructions peuvent se justifier. Bien sûr, vous n'êtes pas responsables de cette prise de position. Je sais que les ministres des finances dans chaque pays sont parcimonieux et qu'ils n'aiment pas trop dépenser. Mais regardez comment les ministres de la défense gaspillent pour épater. Vous devriez raisonner avec eux, vous, représentants de ces pays, avant de faire état des instructions qu'ils vous donnent.

116. Je m'empresse de dire que je suis en partie d'accord avec la Chine qui dit que les services généraux, ceux qui reçoivent les salaires les moins élevés, devraient recevoir une meilleure rémunération. Bien entendu, ils devraient recevoir de meilleurs traitements; il s'agit d'êtres humains et ils doivent boire et manger. Comme je l'ai dit en Cinquième Commission, plusieurs jeunes filles sont obligées de partager une même chambre pour pouvoir travailler à l'Organisation.

117. Voudriez-vous que les filles de millionnaires viennent ici vous servir pour le prestige ? Certains paieraient peut-être pour occuper un poste. Pourquoi alors ne pas fixer un prix pour s'engager aux Nations Unies ?

118. Voilà pourquoi je dis que j'hésite à voter en faveur de ce projet de résolution. J'ai failli demander un amendement pour 9 p. 100, mais j'ai cru que le plus sage était de voter en faveur de 6 p. 100 conformément à un proverbe arabe qui dit : "Puisque le juge consent" — et c'est la majorité qui est juge ici, acceptons les 6 p. 100. Rappelez-vous que ce projet a besoin d'une simple majorité pour être adopté. Vous allez nous dire que c'est une question budgétaire et qu'il faut la majorité des deux tiers. Oui, c'est vrai, si la monnaie est stable. Or, la monnaie est fictive. Donc, vous allez payer avec quelle monnaie ? Une monnaie réelle ou une monnaie inflationniste ? Donc la règle de la majorité des deux tiers ne s'applique pas et si quelqu'un l'invoque pour ouvrir un long débat, alors nous aurons un débat de procédure et non pas un débat de fond.

119. La monnaie est une monnaie d'inflation qui n'a aucune consistance. Le pouvoir d'achat est affaibli. Lorsque je suis venu dans ce pays, je payais 5 cents pour un trajet dans le métro alors que maintenant nous payons 35 cents. Lorsque je prenais un taxi, je ne payais qu'un dollar et demi; maintenant il faut payer trois ou quatre dollars sans le pourboire. Et vous refusez maintenant des conditions de vie décentes aux administrateurs de cette organisation ! Jonglez avec les chiffres de votre budget, vous, les Etats-Unis et l'Union soviétique, et essayez de trouver

des crédits à partir de vos budgets de défense pour aider les Nations Unies et d'autres organisations dignes d'intérêt. Vous ne pouvez pas agir comme vous le faites si vous voulez que les Nations Unies fonctionnent avec un personnel compétent.

120. Notre cher Secrétaire général veillera à ce que les administrateurs soient des fonctionnaires compétents et non pas des fonctionnaires désignés par des gouvernements qui, pour des raisons qui leur sont propres, ont soumis certaines candidatures qui ne remplissent pas les conditions nécessaires. Dans l'ensemble, je dois dire que la qualité des fonctionnaires s'est améliorée. Et je sais de quoi je parle. Alors, cherchez-vous à briser leur esprit ? Ils ne travaillent pas pour faire fortune. Ils travaillent parce qu'ils sont dévoués à l'Organisation. Vous devez les encourager plutôt que de leur dire : à Washington, ou à Moscou les fonctionnaires du gouvernement reçoivent un salaire inférieur. C'est votre affaire; vous pouvez leur donner 10 fois plus ou un dixième de ce qu'ils reçoivent.

121. Je répète : les Nations Unies, avec leurs 138 Membres, devraient donner l'exemple plutôt que de suivre comme des moutons et payer les mêmes salaires que ceux payés par deux superpuissances.

122. M. HUMAIDAN (Emirats arabes unis) [*interprétation de l'arabe*] : Ma délégation, répondant à l'appel du Secrétaire général, qui a fait une déclaration très utile à la Cinquième Commission⁴ concernant l'augmentation des traitements du Secrétariat, et convaincue de la justesse et de la nécessité de cette augmentation, votera en faveur du projet de résolution II.

123. Le PRÉSIDENT : Les représentants voudront bien examiner la première partie du rapport de la Cinquième Commission [A/9981]. Les trois projets de résolution figurent au paragraphe 74.

124. Le projet de résolution I est intitulé "Statut de la Commission de la fonction publique internationale". Je voudrais rappeler que le représentant de l'Algérie a présenté un amendement tendant à remplacer le mot "treize" par celui de "quinze" à l'article 2 du projet de statut annexé au projet de résolution I. Il avait demandé que son amendement soit adopté par consensus. Il se trouve, toutefois, que le représentant des Etats-Unis a demandé un vote enregistré sur l'amendement de l'Algérie.

125. Nous allons donc voter sur l'amendement de l'Algérie.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bhoutan, Botswana, Birmanie, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Chine, Congo, Cuba, Dahomey, Yémen démocratique, Egypte, Guinée équatoriale, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Islande, Inde, Irak, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Maurice, Mexique, Maroc, Nigéria, Oman, Pakistan, Pérou, Qatar, Roumanie, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Swaziland, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ouganda, Emirats arabes unis,

République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, République dominicaine, Equateur, Fidji, Israël, Nicaragua, Paraguay, Etats-Unis d'Amérique, Uruguay.

S'abstiennent : Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Brésil, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchécoslovaquie, Danemark, El Salvador, Finlande, France, Gabon, République démocratique allemande, Allemagne (République fédérale d'), Grèce, Grenade, Guatemala, Hongrie, Indonésie, Iran, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Malawi, Mongolie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Panama, Philippines, Pologne, Portugal, Suède, Turquie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Venezuela.

Par 75 voix contre 12, avec 42 abstentions, l'amendement est adopté.

126. Le PRÉSIDENT : A la suite de l'adoption de l'amendement tendant à porter à 15 le nombre des représentants à la Commission de la fonction publique internationale, il semble qu'il sera nécessaire de modifier en conséquence la deuxième phrase du paragraphe 1 de l'article 5. Cette phrase se lirait :

"Cependant, parmi les premiers membres nommés, cinq membres sont désignés pour trois ans seulement, et cinq autres pour deux ans."

En conséquence, cinq membres auraient un mandat de quatre ans, cinq un mandat de trois ans et cinq un mandat de deux ans.

127. S'il n'y a pas d'objections, il en sera ainsi décidé.

Il en est ainsi décidé.

128. Le PRÉSIDENT : La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution I par consensus. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite, elle aussi, adopter le projet de résolution I par consensus ?

Le projet de résolution I tel qu'il a été amendé, est adopté [résolution 3357 (XXIX)].

129. Le PRÉSIDENT : Je voudrais appeler l'attention des membres de l'Assemblée sur le statut de la Commission de la fonction publique internationale annexé au projet de résolution qui vient d'être adoptée.

130. L'article 2 du statut stipule que la Commission se compose de 15 membres nommés par l'Assemblée générale. Aux termes de l'article 4, le Secrétaire général, en sa qualité de Président du Comité administratif de coordination, établit... une liste de candidats.

131. A cet égard, j'invite les délégations à se reporter à la décision figurant au paragraphe 8 du document A/9981/Add.1, soit la deuxième partie du rapport de la Cinquième Commission sur le point à l'examen. La Cinquième Commission a décidé de renvoyer à l'Assemblée générale, pour décision appropriée, la question de la nomination des membres de la Commission de la fonction publique internationale. Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend acte de cette décision ?

Il en est ainsi décidé.

132. Le PRÉSIDENT : Nous allons passer à la nomination des membres de la Commission et du bureau. Avec la permission du Secrétaire général, je vais exposer ses propositions sur cette question.

133. La liste des 13 candidats proposés par le Secrétaire général figure au paragraphe 1 de la deuxième partie du rapport de la Cinquième Commission [A/9981/Add.1]. J'attirerai toutefois l'attention de l'Assemblée générale sur le fait que le Secrétaire général a été informé que M. Jamshid Amouzegar n'est pas en mesure d'accepter cette nomination. Le Secrétaire général propose donc de nommer à sa place M. Amjad Ali du Pakistan, dont la notice biographique a été distribuée dans le document A/9988.

134. Par ailleurs, compte tenu de l'amendement qui vient d'être adopté, deux nouveaux documents [A/9988/Add.1 et 2] sont distribués, dans lequel le Secrétaire général communique les notices biographiques de M. Doudou Thiam et de M. Michael O. Ani, dont il propose les candidatures à la Commission.

135. Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide de nommer ces 15 candidats membres de la Commission ? Puis-je considérer que l'Assemblée générale entérine les propositions du Secrétaire général ?

Il en est ainsi décidé.

136. Le PRÉSIDENT : Comme il est indiqué au paragraphe 2 du document A/9981/Add.1, le Secrétaire général a proposé que M. Raúl Quijano soit nommé président pour un mandat de quatre ans et M. A. L. Adu, vice-président pour un mandat de quatre ans. Puis-je considérer que l'Assemblée adopte cette proposition ?

Il en est ainsi décidé.

137. Le PRÉSIDENT : Je voudrais maintenant inviter les délégations à se reporter à l'article 5 du projet de statut qui stipule que les membres de la Commission seront désignés pour quatre ans et ajoute : "Cependant, parmi les premiers membres nommés, quatre membres sont nommés pour trois ans seulement et quatre autres pour deux ans".

138. Mais, compte tenu de l'amendement qui a été adopté tout à l'heure [voir par. 126 et 127 ci-dessus], il faudrait que le fragment de phrase que je viens de lire soit transformé de la façon suivante :

"Cependant, parmi les premiers membres nommés, cinq membres" (au lieu de quatre) "sont nommés pour trois ans seulement et cinq" (au lieu de quatre) "autres pour deux ans."

139. En ce qui concerne la procédure à suivre pour choisir les membres qui auront respectivement un mandat de quatre, trois et deux ans, je voudrais rappeler aux membres de l'Assemblée que la procédure du tirage au sort a été utilisée dans des cas analogues par d'autres organes des Nations Unies. Dans ce cas particulier, je propose donc que l'Assemblée tire également au sort le nom des représentants en vue de préciser la durée de leur mandat.

Il en est ainsi décidé.

140. Nous allons donc maintenant procéder au tirage au sort. Etant donné que la durée du mandat du Président et du Vice-Président a déjà été déterminée,

[voir par. 136 ci-dessus], leur nom ne figure pas parmi ceux qui vont être tirés au sort.

141. Voici les résultats du tirage au sort.

142. Outre le Président et le Vice-Président, auront un mandat de quatre ans les trois membres ci-après : M. Pascal Frochaux, de la Suisse; M. Jiri Nosek, de la Tchécoslovaquie; et M. Doudou Thiam, du Sénégal.

143. Auront un mandat de trois ans, les membres ci-après : M. Tori Haguiwara, du Japon; M. Robert E. Hampton, des Etats-Unis; M. A. H.M. Hillis, du Royaume-Uni; M. Antonio Fonseca Pimentel, du Brésil; et M. Jean-Louis Plihon, de la France.

144. Auront un mandat de deux ans, les membres ci-après : M. Amjad Ali, du Pakistan; M. M. O. Ani, du Nigéria; M. A. S. Tchistyakov, de l'Union soviétique; M. P. N. Haksar, de l'Inde; et Mme Halima Warzazi, du Maroc.

145. Nous en venons maintenant au projet de résolution II A. Un vote par appel nominal a été demandé pour ce projet.

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par la Hongrie, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour : Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Liban, Lesotho, Liberia, République arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Mali, Mauritanie, Maurice, Mexique, Maroc, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Qatar, Rwanda, Arabie saoudite, Sénégal, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Swaziland, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes Unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahreïn, Belgique, Bolivie, Botswana, Brésil, Burundi, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Colombie, Congo, Costa Rica, Dahomey, Yémen démocratique, Danemark, République dominicaine, Egypte, Guinée équatoriale, Fidji, Finlande, Gambie, Allemagne (République fédérale d'), Ghana, Grèce, Guyane.

Votent contre : Hongrie, Israël, Italie, Laos, Malawi, Mongolie, Nicaragua, Pologne, Roumanie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Etats-Unis d'Amérique, Bangladesh, Barbade, Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, Equateur, El Salvador, France, République démocratique allemande.

S'abstiennent : Afghanistan, Albanie, Bahamas, Bhoutan, Birmanie, Chine, Cuba, Gabon, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Honduras, Islande, Philippines, Portugal, Sierra Leone, République-Unie du Cameroun, Zambie.

Par 90 voix contre 21, avec 20 abstentions, le projet de résolution II A est adopté [résolution 3358 A (XXIX)].

146. Le PRÉSIDENT : Le projet de résolution II B porte sur les amendements aux statuts du personnel

découlant de l'adoption du projet de résolution II A. Etant donné que le projet de résolution II A a été adopté, il m'apparaît que le projet de résolution II B est lui aussi adopté. Y a-t-il une objection à cette façon de voir ?

Le projet de résolution II B est adopté [résolution 3358 B (XXIX)].

147. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au représentant du Guatemala qui désire expliquer son vote après le vote.

148. M. MALDONADO-AGUIRRE (Guatemala) [*interprétation de l'espagnol*] : Ma délégation souhaite expliquer son vote mais, auparavant, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous renouveler les félicitations que le Ministre des relations extérieures de mon pays vous a adressées au début de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale [2245^e séance].

149. Monsieur le Président, vous avez été élu à l'unanimité à l'une des heures les plus difficiles et les plus tendues de l'histoire de l'humanité, et ce consensus symbolisait les aspirations des nations à vivre selon les règles du droit, c'est-à-dire le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de la dignité des Etats, leur égalité juridique et la nécessité pour eux d'avoir recours à des moyens pacifiques, négociations et consultations, pour résoudre leurs différends et leurs conflits. C'est pourquoi je voudrais maintenant, au terme de cette session difficile, vous exprimer notre reconnaissance pour le succès des travaux de l'ONU, car ceux-ci, durant votre présidence, ont progressé de façon notable.

150. Nous avons, à regret, été contraints de nous abstenir dans ce vote en dépit de notre désir sincère de nous exprimer en faveur du projet. En effet, en raison de l'inflation constatée actuellement sur le plan international, notre pays a dû prendre des mesures d'austérité extrêmement sévères qui, entre autres, comprennent le blocage des salaires des fonctionnaires bénéficiant des traitements les plus élevés, jusqu'au moment où des conditions propices se présenteront permettant de rétribuer leurs éminents services d'une manière plus équitable.

POINT 73 DE L'ORDRE DU JOUR

Budget-programme pour l'exercice biennal 1974-1975

RAPPORT DE LA CINQUIÈME COMMISSION (A/9960)

151. M. OSMAN (Egypte) [Rapporteur de la Cinquième Commission] (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de présenter le rapport de la Cinquième Commission sur le budget-programme pour l'exercice biennal 1974-1975, au titre du point 73 de l'ordre du jour, qui figure dans le document A/9960.

152. Au paragraphe 146 de son rapport, la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter deux projets de résolution. Dans le projet de résolution I, la Cinquième Commission recommande une augmentation de l'ouverture de crédits brute approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 3195 A (XXVIII) de 65 560 000 dollars, la portant à 606 033 000 dollars, et une augmentation

des prévisions de recettes de 7 873 000 dollars, portant ces prévisions à 100 519 000 dollars.

153. Le projet de résolution II traite des effets de l'instabilité monétaire persistante sur les budgets des organismes du système des Nations Unies.

154. Aux paragraphes 147 et 148 du rapport, la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter un certain nombre d'autres décisions prises par la Cinquième Commission au titre du point 73 de l'ordre du jour.

Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter le rapport de la Cinquième Commission.

155. Le PRÉSIDENT : Nous allons tout d'abord voter sur les deux projets de résolution recommandés par la Cinquième Commission au paragraphe 146 de son rapport [A/9960].

156. Le projet de résolution I A a trait à l'ouverture de crédits révisés pour l'exercice biennal 1974-1975. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bhoutan, Botswana, Brésil, Birmanie, Burundi, Canada, Tchad, Chili, Colombie, Congo, Costa Rica, Chypre, Dahomey, Yémen démocratique, Danemark, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Guinée équatoriale, Fidji, Finlande, Allemagne (république fédérale d'), Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyane, Haïti, Honduras, Islande, Inde, Indonésie, Iran, Irak, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, République khmère, Koweït, Laos, Liban, Lesotho, Libéria, République arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Maroc, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, Qatar, Rwanda, Sénégal, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Bulgarie, République socialiste soviétique de Biélorussie, Tchécoslovaquie, République démocratique allemande, Hongrie, Mongolie, Pologne, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques.

S'abstiennent : Cuba, France, Gabon, Israël, Italie, Roumanie, Etats-Unis d'Amérique.

Par 109 voix, contre 9, avec 7 abstentions, le projet de résolution I A est adopté [résolution 3359 A (XXIX)].

157. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée va maintenant voter sur le projet de résolution I B intitulé "Prévisions de recettes révisées pour l'exercice biennal 1974-1975".

Par 127 voix contre zéro, le projet de résolution I B est adopté [résolution 3359 B (XXIX)].

158. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée votera maintenant sur le projet de résolution I C intitulé "Exécution du budget révisé pour l'année 1975".

Par 110 voix contre 9, avec 7 abstentions, le projet de résolution I C est adopté [résolution 3359 C (XXIX)].

159. Le PRÉSIDENT : L'Assemblée votera maintenant sur le projet de résolution II intitulé "Effets de l'instabilité monétaire persistante sur les budgets des organismes des Nations Unies".

Par 118 voix contre 11 le projet de résolution II est adopté [résolution 3360 (XXIX)].

160. Le PRÉSIDENT : Nous allons maintenant passer à l'examen des projets de décision recommandés par la Cinquième Commission au paragraphe 147 du document A/9960.

161. Un vote séparé a été demandé pour l'alinéa d du paragraphe 147 qui se lit ainsi :

"L'Assemblée générale :

"i) Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les locaux de l'Organisation des Nations Unies à Addis-Abeba, à Bangkok et à Santiago du Chili [A/C.5/1596], ainsi que du rapport connexe du Comité consultatif [A/9608/Add.4];

"ii) Prend acte de l'additif [A/C.5/1996/Add.1] au rapport du Secrétaire général, relatif aux locaux de l'Organisation des Nations Unies à Santiago du Chili, et approuve les observations et recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires aux paragraphes 7 à 15 de son rapport [A/9608/Add.14]."

Par 115 voix contre 11, avec 2 abstentions, l'alinéa d du paragraphe 147 est adopté.

162. Le PRÉSIDENT : Puis-je maintenant considérer que les projets de décision contenus dans le paragraphe 147 du document A/9960 sont adoptés dans leur ensemble par l'Assemblée générale.

Les projets de décision, dans leur ensemble, sont adoptés.

163. Le PRÉSIDENT : Nous passons enfin à la recommandation figurant au paragraphe 148 du rapport de la Cinquième Commission. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que l'Assemblée générale approuve cette recommandation.

Il en est ainsi décidé.

164. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis.

165. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) [interprétation de l'anglais] : Ma délégation a été contrainte de s'abstenir sur le projet de résolution I relatif aux estimations révisées s'élevant à un total de 65 560 000 dollars, pour deux raisons. La première se rapporte aux 6 200 000 d'addition imposés au budget par l'augmentation des traitements que l'Assemblée vient d'adopter. Nous considérons que cette décision est injustifiée; nous n'avons donc pu appuyer l'augmentation du budget à tous les titres résultant de cette augmentation des traitements des fonctionnaires administrateurs et des catégories supérieures.

166. Deuxièmement, tout en appréciant la nature modérée des estimations relatives aux effets de

l'inflation sur le budget de l'Organisation, nous pensons qu'il aurait fallu faire un plus grand effort pour absorption, économies et réductions de diverses activités marginales, afin d'atténuer une plus grande part des effets de l'inflation. L'heure est à l'austérité pour beaucoup d'Etats Membres qui connaissent des difficultés économiques. L'Organisation doit faire preuve du même esprit que ces Etats Membres qui s'efforcent de réduire leurs propres budgets nationaux.

167. Pour les deux raisons que je viens de mentionner et du fait de l'approbation par l'Assemblée de plusieurs résolutions qui ont des incidences financières qui nous paraissent indésirables, ma délégation s'est vue contrainte de s'abstenir sur les estimations révisées.

168. Le PRÉSIDENT : Nous avons ainsi achevé l'examen de tous les points alloués à la Cinquième Commission, à l'exception, naturellement, de la désignation des membres du Groupe de travail chargé d'étudier le mécanisme des programmes et des budgets de l'Organisation des Nations Unies.

POINT 77 DE L'ORDRE DU JOUR

Plan des conférences (suite) :

- a) Rapport du Corps commun d'inspection
- b) Rapport du Secrétaire général

169. M. WOLTE (Autriche) [interprétation de l'anglais] : A la 2324^e séance, ce matin, l'Assemblée générale a adopté par consensus la résolution concernant l'inclusion de Vienne dans le plan des conférences [voir résolution 3350 (XXIX)], comme il avait été recommandé, également par consensus, par la Cinquième Commission. Ma délégation désire exprimer sa satisfaction de l'adoption de cette résolution et nous tenons à remercier, en particulier, les délégations qui ont contribué à cette fin. Je puis assurer l'Assemblée générale, que mon gouvernement coopérera pleinement à la mise en œuvre de cette résolution qu'il considère comme un nouvel élément de l'étroite coopération qui unit mon pays aux Nations Unies.

170. Au cours de la séance de ce matin, le représentant de la Yougoslavie, prenant la parole au titre du point 77 de l'ordre du jour, a, lui aussi, déclaré que son gouvernement appuyait la résolution que je viens de rappeler [2324^e séance, par. 10 à 13]. Ma délégation lui est reconnaissante pour cette expression d'appui et pour l'attitude positive dont elle est le signe.

171. En même temps, le représentant de la Yougoslavie a parlé d'autres questions qui, à notre avis, sont sans rapport avec le point 77. Cependant, comme il a jugé opportun de le faire, ma délégation, dans l'exercice de son droit de réponse, s'est vue contrainte de faire la déclaration suivante.

172. Dans sa note du 2 décembre 1974, le Gouvernement fédéral autrichien s'est occupé d'une manière à la fois détaillée et concise de divers points que le Gouvernement yougoslave avait évoqués dans sa note du 29 octobre 1974. Etant donné cette présentation complète et détaillée de la position de mon gouvernement, je me bornerai à faire les observations suivantes :

173. Selon la Constitution autrichienne, dont les principes ont été énoncés il y a plus de 100 ans, tous les citoyens autrichiens ont des droits égaux. En conséquence, les citoyens autrichiens qui appartiennent à une minorité jouissent, sans exception, de tous les droits dont jouissent les autres citoyens autrichiens. En outre, ils jouissent de droits spéciaux qui leur permettent de préserver leur caractère propre et de conserver leur langue et leur culture.

174. L'Autriche a été et reste grandement intéressée à maintenir et à développer les meilleures relations possibles avec tous ses voisins. Cela s'applique intégralement à la Yougoslavie, pays avec lequel l'Autriche a d'excellentes relations dans divers domaines. Il est donc particulièrement regrettable que la délégation yougoslave ait jugé nécessaire de soulever diverses questions qui sont encore en suspens et qui font l'objet d'une étude attentive. A cet égard, je voudrais rappeler une fois de plus que mon gouvernement est tout disposé à entamer un dialogue complet et constructif avec la Yougoslavie sur toutes les questions en suspens, comme cela a été exprimé à maintes reprises, et tout récemment encore par le Chancelier fédéral d'Autriche, Bruno Kreisky.

175. M. JOB (Yougoslavie) [*interprétation de l'anglais*] : Dans notre déclaration ici même, ce matin, à propos du point 77 de l'ordre du jour, la délégation yougoslave n'entendait pas provoquer de débat sur des questions bilatérales. Reprenant la parole, à ce stade, sur cette question, ma délégation souhaite simplement exprimer l'espoir que le Gouvernement autrichien, répondant à ses obligations au titre de la Charte et des traités internationaux, se montrera à la hauteur de la confiance que l'Organisation lui a manifestée en adoptant la résolution tendant à l'"inclusion de Vienne dans le plan de conférences", que ma délégation a également appuyée. Nous pensons que l'adoption de cette résolution nous donne une occasion légitime d'exprimer l'espoir que nous avons exprimé ce matin.

176. Il serait déraisonnable de s'attendre à ce que nous nous montrions moins soucieux des droits et intérêts fondamentaux de nos minorités que ne le font d'autres pays, et certains sont très actifs ici sur ces questions. Ils l'ont d'ailleurs prouvé, il y a peu de temps encore. Il est vrai que récemment le Gouvernement autrichien a remis au Gouvernement yougoslave une note contenant une réponse détaillée. Cette réponse n'a pas été jugée satisfaisante. Or, notre cause concernant la position de nos minorités en Autriche a été établie et documentée pleinement au cours des années, et nous continuons d'attendre et d'espérer que les obligations en vertu du Traité d'Etat et d'autres instruments seront honorées de la manière la plus complète. Nous espérons, indépendamment de ce que le Gouvernement autrichien a à faire pour honorer pleinement les obligations dont nous avons parlé ici ce matin, qu'il sera encouragé par la confiance que nous lui avons tous témoignée en incluant Vienne dans le plan des conférences.

POINT 23 DE L'ORDRE DU JOUR

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux : rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce

qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux (*fin)**

177. Le PRÉSIDENT : J'aimerais appeler l'attention des membres de l'Assemblée sur le document A/9971 relatif à la décision du Venezuela de se retirer à partir du 1^{er} janvier 1975 du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

178. A la suite du retrait du Venezuela, j'ai été approché immédiatement par le représentant de Cuba, alors unique candidat au poste devenu vacant depuis la décision du Venezuela de se retirer du Comité spécial. La requête de Cuba a été rendue officielle par une lettre adressée au Secrétaire général, en date du 17 octobre 1974.

179. Comme aucune autre candidature n'avait été posée jusqu'à cette date, j'ai donc pris l'engagement de proposer à l'Assemblée générale la nomination de Cuba comme membre du Comité spécial à partir du 1^{er} janvier 1975. Puis-je considérer que l'Assemblée générale confirme cette nomination ?

Il en est ainsi décidé.

POINT 43 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (*fin) :**

d) Confirmation de la nomination du Directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

180. Le PRÉSIDENT : Dans sa note [A/9746], le Secrétaire général propose de nommer M. Abderrahmane Khene, directeur exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel pour un mandat de quatre ans venant à expiration le 31 décembre 1978.

181. S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée générale confirme cette nomination.

Il en est ainsi décidé.

POINT 65 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de Namibie (*fin*) :**

- a) Rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux;**
- b) Rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie;**
- c) Rapport du Secrétaire général;**
- d) Fonds des Nations Unies pour la Namibie : rapports du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et du Secrétaire général;**
- e) Nomination du Commissaire des Nations Unies pour la Namibie**

182. Le PRÉSIDENT : Dans la section VII de la résolution 3295 (XXIX), en date du 13 décembre 1974,

* Reprise des débats de la 2321^e séance.

* Reprise des débats de la 2319^e séance.

** Reprise des débats de la 2318^e séance.

l'Assemblée générale a prié le Président de l'Assemblée générale, sur la base des consultations que le Secrétaire général entreprendrait avec les groupes régionaux, de nommer au cours de la présente session de l'Assemblée générale des membres supplémentaires au Conseil des Nations Unies pour la Namibie afin de lui assurer un caractère plus représentatif.

183. A la suite des consultations entreprises par le Secrétaire général avec les groupes régionaux, j'ai cru utile de proposer comme membres supplémentaires du Conseil des Nations Unies pour la Namibie les Etats suivants : Algérie, Australie, Bangladesh, Botswana, Finlande, Haïti et Sénégal.

184. Puis-je considérer que l'Assemblée générale approuve ces nominations ?

Il en est ainsi décidé.

POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain (fin*) :

- a) Rapport du Comité spécial de l'apartheid;
- b) Rapport du Secrétaire général

185. Le PRÉSIDENT : Aux termes du paragraphe 12 de sa résolution 3324 D (XXIX) du 16 décembre 1974, l'Assemblée générale a décidé d'élargir la composition du Comité spécial contre l'apartheid, et de prier le Président de l'Assemblée générale, en consultation avec les groupes régionaux, de désigner des membres supplémentaires compte tenu du principe d'une répartition géographique équitable.

186. J'ai été informé par le Président du Comité spécial que deux sièges restent à pourvoir. Deux candidats supplémentaires ont été proposés pour les autres groupes. En l'absence d'autres candidatures, je propose de ne pas procéder immédiatement à la nomination de membres supplémentaires du Comité spécial contre l'apartheid.

187. Pour une meilleure compréhension du problème, j'inviterai les membres de l'Assemblée à examiner la composition du Comité et à se pencher sur la répartition régionale. Vous vous apercevrez qu'un groupe régional n'est pas du tout représenté au Comité, pour des raisons que nous espérons tout à fait passagères.

POINT 59 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (fin)**

POINT 74 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen du mécanisme des organes intergouvernementaux et des organes d'experts chargés de formuler, d'examiner et d'approuver les programmes et les budgets (fin)

POINT 77 DE L'ORDRE DU JOUR

Plan des conférences (fin) :

- a) Rapport du Corps commun d'inspection
- b) Rapport du Secrétaire général

* Reprise des débats de la 2320^e séance.

** Reprise des débats de la 2311^e séance.

POINT 95 DE L'ORDRE DU JOUR

Nécessité d'examiner les propositions concernant la révision de la Charte des Nations Unies : rapport du Secrétaire général (fin*)**

188. Je voudrais maintenant me référer aux résolutions et décisions adoptées par l'Assemblée générale sur les points 59, 74, 77 et 95 de l'ordre du jour, relatifs respectivement aux organes suivants : le Groupe d'experts chargé d'étudier le projet de convention sur l'asile territorial; le Groupe de travail chargé d'étudier le mécanisme des programmes et des budgets de l'Organisation des Nations Unies; le Comité des conférences; et le Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies.

189. J'avais espéré pouvoir annoncer la composition de tous ces organes avant la fin de la session, mais cela ne me semble malheureusement pas tout à fait réalisable. Je me verrai donc dans l'obligation de suivre les précédents établis lors d'autres sessions et de remettre à plus tard l'annonce de la composition de ces organes. J'ai toutefois la ferme intention de faire cette annonce le plus tôt possible.

POINT 109 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation au Moyen-Orient

190. Le PRÉSIDENT : L'un des points de l'ordre du jour qui avaient été renvoyés à l'Assemblée plénière n'a pas encore fait l'objet d'un examen au cours de la présente session. Il s'agit du point 109 de l'ordre du jour, intitulé "La situation au Moyen-Orient".

191. De longues consultations ont indiqué qu'en raison de l'évolution récente de la situation au Moyen-Orient, un sentiment général s'est dégagé tendant à ne pas examiner ce point en ce moment précis. Je suis certain que les membres de l'Assemblée générale suivront attentivement l'évolution de la situation.

192. A la suite des consultations faites au sujet de ce point, l'on a estimé que la meilleure manière de procéder serait de reprendre la session si les circonstances venaient à justifier l'examen de ce point par l'Assemblée générale, à un moment ou à un autre. Cette procédure a déjà été adoptée à la fin de la vingt-huitième session. Comme vous le savez, elle prévoit la reprise de la session lorsque le Président, après consultations avec les Etats Membres et le Secrétaire général, estimera que les conditions sont favorables à l'examen du point 109 de l'ordre du jour. La même procédure serait suivie pour la fixation d'une date pour la reprise de la session. Donc, du point de vue de la procédure, la session ne serait pas déclarée close.

193. Si je n'entends pas d'objections, je considérerai que cette procédure obtient l'agrément et l'approbation de l'Assemblée générale.

Il en est ainsi décidé.

Suspension de la vingt-neuvième session

194. Le PRÉSIDENT : Compte tenu de la décision que vient de prendre l'Assemblée, il est parfaitement

*** Reprise des débats de la 2323^e séance.

clair que la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale ne sera pas déclarée close.

195. Toutefois, avant de lever la séance, je vais donner la parole principalement aux présidents des groupes régionaux et au représentant des Etats-Unis, en sa qualité de représentant du pays hôte, qui ont tous exprimé le désir de faire une déclaration.

196. Je donne tout d'abord la parole au Président du groupe des Etats africains, M. Yao, de la Haute-Volta.

197. M. YAO (Haute-Volta) : Monsieur le Président, j'ai le rare privilège et l'agréable devoir, au moment où s'achèvent nos travaux, de vous dire tout simplement, au nom du groupe africain, un grand merci. Un simple merci car, pour grand que soit notre sentiment de fierté et de satisfaction devant la façon éclatante dont vous vous êtes acquitté des lourdes responsabilités que l'Assemblée vous a confiées en fixant son choix unanime sur votre personne, votre appartenance à l'Afrique nous commande de faire montre de discrétion.

198. Vous me permettez, néanmoins, Monsieur le Président, de relever qu'assurément vous avez présidé brillamment aux assises de l'Assemblée, avec une rare détermination et une volonté manifeste de résoudre certains problèmes qui, jusque-là, au nom d'une certaine tradition, couraient le risque de ne plus jamais connaître d'issue. La question des pouvoirs de l'Afrique du Sud et la question des droits nationaux du peuple de Palestine en sont des exemples éclatants. Il faut toujours du courage pour fixer la lumière, mais avant même l'ouverture de cette session, nous, Africains, savions bien déjà que Bouteflika n'a pas l'habitude de tourner le dos à la vérité et à la responsabilité.

199. Cette année, en dépit d'une atmosphère internationale encore pleine d'incertitudes, de suspicion et de méfiance mutuelle, donc peu favorable à une coopération internationale sage et fructueuse, il a été néanmoins réconfortant de constater que notre session a été effectuée, dans beaucoup de domaines, grâce à votre courage, des réalisations impressionnantes qui s'inscrivent désormais à l'actif de l'Organisation. N'est-ce pas d'ailleurs à cause de certaines de ces réalisations dont quelques privilégiés d'antan ont du mal à s'accommoder, que d'aucuns parlent aujourd'hui de "majorité mécanique", de "majorité tyrannique", voire de "majorité irresponsable" ?

200. Cette session a été assurément une session difficile parce qu'elle a été une session de vérité, une session où aucun compromis ne pouvait être accepté quand il fallait assurer le triomphe de la justice et du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance. Ainsi, à force de luttes et de sacrifices, une nation sœur, la Guinée-Bissau, soutenue par les forces anticolonialistes, a accédé à la souveraineté internationale. Et ce n'est pas tout. La détermination des mouvements de libération nationale, soutenus par les peuples qui croient aux causes justes, en la défense, à quelque prix que ce soit, du droit inaliénable des peuples à décider de leur sort, a fini par balayer le régime fasciste du Portugal, tant et si bien que demain ce sera le tour de Sao Tomé-et-Principe, du Mozambique et de l'Angola.

201. Dans cette optique, est-il utopique d'espérer que demain n'est pas trop loin pour le peuple palestinien ?

202. Je me rends parfaitement compte que l'heure ne sied pas à la polémique, mais il m'a paru important de rappeler, au moment où nous devons nous séparer, au moment où chacun doit rentrer chez soi, que l'avènement d'un monde meilleur, pour utiliser vos propres termes, devrait conduire l'Organisation à reposer sur le principe trilogique qu'à juste titre vous avez évoqué au début de la session : il s'agit, bien entendu, du principe de la justice, de la liberté et de la paix. Cependant, nous estimons que, quels qu'aient été les résultats de nos travaux, le moment n'est plus à la cristallisation de nos différends. Il est plutôt à la réconciliation. C'est pourquoi, l'Afrique exprime l'espoir que lorsque nous nous retrouverons l'année prochaine pour reprendre les débats, nous ferons en sorte, chacun en ce qui le concerne, que l'intérêt individuel ne l'emporte pas toujours sur l'intérêt collectif. Ainsi, il faut l'espérer, nous développerons une nouvelle attitude, favorable à la solution des problèmes à vie de la paix et de la sécurité internationales, toile de fond des questions débattues au cours de chaque session.

203. En attendant, permettez-moi d'exprimer, au nom du groupe africain notre gratitude à toutes les délégations pour avoir fait montre de courtoisie alors même que la nature complexe des problèmes considérés ne rendait pas toujours les rapports faciles.

204. Par ailleurs, je ne saurais terminer sans associer à l'hommage que vous avez mérité le Secrétaire général de l'Organisation, M. Waldheim, le Secrétaire général adjoint chargé des affaires de l'Assemblée générale, M. Morse, tous leurs collaborateurs, les hauts fonctionnaires du Secrétariat, les interprètes, les traducteurs, les secrétaires, documentalistes et techniciens de tous genres, tout le personnel, le personnel de sécurité et tout ce monde que nous voyons ou celui que nous ne voyons pas, perdu dans l'anonymat de ses bureaux. Ils méritent nos vifs remerciements et notre sincère appréciation pour le dévouement et les efforts inlassables qu'ils n'ont cessé de consacrer au service de l'Assemblée.

205. Je n'oublierai pas les deux personnalités qui ont présidé aux assises du Conseil de sécurité lorsque le Conseil s'est réuni par deux fois au cours de cette session, à la demande du groupe africain, au sujet du douloureux problème de l'Afrique australe. Il s'agit du représentant de la République-Unie du Cameroun et du représentant de l'Australie. Nous les remercions d'avoir mis tout leur talent et leur expérience au service de la lutte contre le colonialisme et l'*apartheid*.

206. Le troisième Secrétaire général de l'Organisation, le regretté U Thant, nous a quittés en nous laissant un message éternel de fraternité et de paix, deux idéaux qu'il a incarnés sa vie durant. Au moment de nous séparer, je voudrais inviter toutes les délégations à méditer ce noble testament.

207. Enfin, puisque nous sommes au seuil d'une nouvelle année, je vous prie d'accepter, Monsieur le Président ainsi que tous les membres de l'Assemblée, les meilleurs vœux du groupe africain pour une année de paix et de fraternité dans la liberté pour tous.

208. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au Président du groupe des Etats d'Asie, M. Zénon Rossides, de Chypre.

209. M. ROSSIDES (Chypre) [*interprétation de l'anglais*] : A la fin de la présente session, en tant que président du groupe asiatique, je voudrais vous dire, Monsieur le Président, combien nous avons apprécié la sagesse et l'efficacité avec lesquelles vous avez dirigé nos travaux, et avons goûté la franchise de vos initiatives, qui ont provoqué une franchise semblable dans les débats sur des questions d'importance vitale, comme le raffermissement du rôle des Nations Unies. Ce débat a permis de mettre l'accent sur la nécessité, notamment, d'appliquer les résolutions des Nations Unies. La sincérité et la franchise de ce débat ont permis à l'Assemblée générale d'achever cette session dans un esprit de coopération pleine d'espoir.

210. Sous votre sage conduite, toutes les commissions de l'Assemblée ont achevé leur travail à temps et de manière satisfaisante. Je voudrais ici, au nom du groupe asiatique, vous dire notre profonde reconnaissance pour l'apport insigne que vous avez fait aux Nations Unies et à leur avenir.

211. En cette occasion, je voudrais également rendre hommage au Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, pour les efforts enthousiastes qu'il fait afin d'assurer la réalisation des buts et des principes de la Charte et de servir la cause de la paix et de la justice dans le monde.

212. Nous remercions également le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et de l'Assemblée générale, si plein de talent et de compétence, M. Bradford Morse, ainsi que ses assistants, qui accomplissent les tâches très astreignantes de l'Assemblée générale.

213. A ce propos, je voudrais aussi remercier les présidents et les membres du bureau des grandes commissions qui ont contribué à la réussite de cette session.

214. En faisant le bilan des réalisations de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, il convient de reconnaître que l'élément le plus positif peut-être est l'achèvement et l'adoption de la définition de l'agression [résolution 3314 (XXIX)], après tant d'efforts répétés et stériles. Cette réalisation prend d'autant plus d'importance qu'il y a des cas d'agression qui constituent les signes certains de la détérioration de la conception de sécurité aux Nations Unies.

215. Un autre signe positif du travail accompli par l'Assemblée sous votre direction est l'adoption à l'unanimité de résolutions constructives sur des questions internationales controversées; l'efficacité de cette adoption unanime réside dans la mise en œuvre qu'elle assure par la suite à ces résolutions. Dans cet esprit, l'Assemblée générale a travaillé de façon très positive et constructive. La définition de l'agression acquiert plus d'importance encore si l'on songe aux signes certains de la détérioration de la conception même de sécurité internationale et d'ordre juridique en notre temps.

216. L'effet pratique de la définition de l'agression est que, sans porter atteinte à la discrétion du Conseil de sécurité, cette définition sert de guide pour établir les actes d'agression selon la Charte. Mais son effet serait nul, en ce qui concerne la sécurité internationale,

si, en fait, les résolutions du Conseil de sécurité n'étaient pas appliquées. En effet, la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies, et surtout de celles du Conseil de sécurité, est à la base même des fonctions et du sens des Nations Unies dans le cadre de leur responsabilité primordiale, celle du maintien de la paix et de la sécurité internationales, qui constitue en fait la raison d'être de l'Organisation.

217. Pour cette raison, la Charte, dans ses Articles 41 et 42, dispose de manière contraignante que cette mise en œuvre doit s'effectuer. Rappelons-le, il est d'intérêt primordial pour la communauté internationale que la Charte soit appliquée dans toutes ses dispositions, sinon il y aura lieu de douter de sa validité même. Quoi qu'il en soit, il s'agit en fait d'une question de mise en œuvre des résolutions des Nations Unies, question mise en relief de façon pertinente dans les discussions sur le raffermissement du rôle des Nations Unies. Les délégations ont convenu que les résolutions des Nations Unies qui restent sans effet exerçaient une influence défavorable sur l'autorité, le prestige et la crédibilité de l'Organisation, ce qui avait des conséquences néfastes pour toutes les nations, tous les peuples et aussi pour la cause de la paix. En fait, les nations du monde sont en équilibre délicat, au bord même d'une nouvelle ère historique, qui sera soit celle de la montée progressive d'un nouveau monde de raison et de sécurité basé sur l'ordre juridique international, soit une période de déclin, de chute dans l'anarchie et le chaos.

218. Notre ancien secrétaire général a laissé un patrimoine de mise en garde qui vaut pour le monde entier, et le Secrétaire général actuel a signalé maintes fois de la façon la plus nette les dangers qui nous guettent, nous donnant des avertissements concrets dans le même esprit. Que nous soyons en équilibre périlleux, en équilibre instable, les hommes d'Etat contemporains des grandes nations l'ont également relevé, lorsqu'ils ont prédit que la prochaine décennie serait soit l'une des grandes périodes de la créativité humaine, soit le début d'une dégradation extraordinaire et du chaos.

219. On a souligné la nécessité de voir régner un nouvel esprit d'interdépendance afin d'éviter un chaos économique, politique et social échappant à toute autorité. En présence de ces avertissements venant de sources qualifiées, pouvons-nous, nous les Membres des Nations Unies, rentrer chez nous satisfaits, certains que la survie de l'humanité n'est pas en jeu dans un proche avenir ?

220. Je n'ai pas pour propos de vouloir être dramatique ni d'introduire une note pessimiste dans des perspectives par ailleurs encourageantes aux termes de cette session féconde de l'Assemblée générale. Il est toutefois nécessaire de regarder les réalités en face et de les voir pour ce qu'elles sont, dans la bonne perspective. Il faut essayer d'améliorer la situation dans le monde en améliorant le fonctionnement des Nations Unies de manière plus ferme, plus constructive, afin que nous puissions attendre le moment où l'Organisation pourra devenir une organisation en fait mondiale, capable d'assurer la sécurité internationale, la paix et le progrès du monde.

221. Dans cet espoir, je voudrais, Monsieur le Président, vous remercier à nouveau de nous avoir guidés au cours de cette assemblée.

222. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole au Président du groupe des Etats socialistes d'Europe orientale, M. Florin, de la République démocratique allemande.

223. M. FLORIN (République démocratique allemande) [*interprétation du russe*] : Au nom du groupe des Etats socialistes d'Europe orientale, il me revient l'honneur de vous adresser personnellement, Monsieur le Président, l'expression de notre sincère reconnaissance pour la manière sage, éclairée et compétente, dont vous avez dirigé la présente session de l'Assemblée générale au cours de laquelle bien des décisions importantes ont été adoptées. Grâce à vos activités, grâce à vos éminentes qualités politiques et à vos talents d'homme d'Etat, il nous a été possible de parachever de manière heureuse le vaste et important programme de la présente session.

224. Nous voudrions également exprimer notre reconnaissance aux vice-présidents de l'Assemblée et aux présidents et aux membres de toutes les commissions. Nous adressons nos remerciements au Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, à ses adjoints, à tous les membres du Secrétariat, ceux que l'on voit et ceux que l'on ne voit pas, qui, inlassablement ont travaillé pour assurer le succès de nos travaux.

225. La vingt-neuvième session de l'Assemblée générale a eu lieu en un moment marqué par de nouveaux progrès dans le processus de détente internationale. Ce processus qui répond aux intérêts de tous les peuples et de tous les Etats a été encore affirmé et élargi. Les résultats des récentes rencontres entre les dirigeants de l'Union soviétique et les Etats-Unis, du Secrétaire général du Comité central du parti communiste, M. Brejnev et du Président de la République française M. Giscard d'Estaing, présentent une importance particulière pour la paix et la sécurité, la compréhension et le développement de la coopération entre ces pays. Les progrès qui se sont produits dans les relations internationales ont créé des conditions favorables pour des activités fondées sur la Charte des Nations Unies. Nous estimons que les résultats de la présente session en sont le témoignage.

226. En effet, l'un des premiers actes de l'Assemblée générale à sa vingt-neuvième session, on le sait, a été d'admettre le Bangladesh, la Guinée-Bissau et la Grenade en tant que Membres de l'Organisation.

227. Cette session de l'Assemblée a adopté diverses résolutions dans des domaines décisifs de la coopération internationale, qui contribueront à intensifier la détente internationale et à résoudre les problèmes sur la base de l'égalité souveraine et du réalisme.

228. Parmi ces décisions figurent sans le moindre doute des résolutions comme celle qui prévoit l'élaboration d'une convention interdisant l'action sur l'environnement et le climat à des fins militaires et autres, incompatibles avec les intérêts de la sécurité internationale, le bien-être et la santé des êtres humains [*résolution 3264 (XXIX)*], la résolution prévoyant la préparation de la Conférence mondiale du désarmement [*résolution 3260 (XXIX)*], la résolution sur la mise en œuvre de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale [*résolution 3332 (XXIX)*], ainsi que d'autres résolutions qui, en dernière analyse, sont destinées à faire cesser la course aux armements et notamment la course aux armements nucléaires.

229. La présente session a contribué de manière importante à la solution du problème du Moyen-Orient en adoptant des décisions fort utiles sur la question de Palestine, avec la participation des représentants de l'Organisation de libération de la Palestine. Il est maintenant plus évident encore qu'une paix juste au Moyen-Orient exige que soient éliminées les causes de la tension qui règne dans la région. Nous partageons l'opinion de la majorité des Etats Membres qui pensent qu'il n'est possible d'y parvenir que moyennant le retrait des troupes israéliennes des territoires arabes occupés, la garantie et la sécurité de l'indépendance de tous les Etats de la région et le respect des droits nationaux du peuple de Palestine, y compris son droit à l'autodétermination et à la création de son propre Etat.

230. Nous exprimons l'espoir qu'à la Conférence de Genève sur la paix au Moyen-Orient, dont les pays socialistes et les pays arabes demandent la prompte convocation, il sera décidé d'établir une paix juste et durable dans la région.

231. La résolution adoptée par l'Assemblée générale au sujet de Chypre [*résolution 3212 (XXIX)*], rapprochée des décisions du Conseil de sécurité sur la question, constitue une base utile pour le règlement juste et prompt de la question de Chypre, dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale. L'ONU, dans ses actes, doit s'inspirer de la nécessité de défendre les intérêts et les droits légitimes du peuple chypriote.

232. Dans nos activités à venir, dans l'esprit des principes et des objectifs de la Charte, nous devons accorder une attention particulière à la définition de l'agression adoptée à la présente session [*résolution 3314 (XXIX)*].

233. En adoptant des résolutions portant sur le domaine économique et social et sur le domaine du droit international, l'ONU a confirmé son intention de tenir compte des tendances historiques de l'évolution internationale et sa détermination de contribuer à une coopération dans l'égalité. Il est certain que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats [*résolution 3281 (XXIX)*] exercera une influence positive, non seulement sur les activités des Nations Unies, mais sur l'ensemble de la coopération économique internationale des Etats, sur une base d'équité.

234. D'importantes résolutions ont également été adoptées contre le colonialisme, l'*apartheid* et la discrimination raciale.

235. La décision, adoptée à une immense majorité, tendant à priver le régime raciste de Pretoria du droit d'intervenir au nom du peuple d'Afrique du Sud, est le témoignage de la ferme intention de l'Organisation de mettre fin, une fois pour toutes, aux violations des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

236. La politique du nouveau Gouvernement portugais a débarrassé la présente Assemblée d'un lourd fardeau et a frayé la voie à la solution équitable des problèmes de la décolonisation, selon la volonté et les aspirations des peuples africains.

237. Les résultats de cette session confirment que l'affaiblissement de la tension internationale non seulement sert la cause de la paix et de la sécurité internationales, mais également est utile à la juste lutte que

mènent les peuples qui souffrent sous le joug du colonialisme.

238. C'est avec satisfaction que nous constatons la coopération croissante entre les pays socialistes et les pays non alignés.

239. Poursuivant le processus de détente internationale et nous déclarant activement pour la coopération pacifique et égale des Etats, nous améliorons les conditions nécessaires à des activités plus fécondes encore de l'ONU.

240. Il s'agit maintenant de mettre en œuvre les importantes décisions que la présente session a adoptées.

241. L'année 1974 s'achève; il convient de tout faire pour que la nouvelle année, l'année 1975, connaisse de nouvelles réussites en ce qui concerne l'établissement d'une paix stable, de la sécurité internationale et de la coopération pour le bien de tous les peuples du monde.

242. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole au Président du groupe des Etats d'Amérique latine, M. Siclait, d'Haïti.

243. M. SICLAIT (Haïti) : Monsieur le Président, permettez-moi, au nom des délégations d'Amérique latine ainsi qu'en mon nom personnel, de vous remercier pour la façon dont vous avez conduit nos débats. Vous avez eu la délicate tâche de présider l'Assemblée générale à un moment où le monde s'interroge sur la viabilité du système économique auquel il avait fait, jusqu'à présent, confiance; à un moment où les besoins à satisfaire libèrent des tendances à chercher des solutions unilatérales, préventives ou défensives. Vous avez porté cette lourde responsabilité avec bonne grâce et une grande sagesse. Grâce à vos qualités d'homme d'Etat, qui font de vous une haute personnalité internationale, vous avez réussi à maintenir une certaine cohésion au sein de l'Assemblée, en dépit des intérêts divergents, pour trouver des solutions communes, soit en faveur du Honduras ou du Bangladesh, ravagés par des inondations catastrophiques, soit en faveur des peuples noirs victimes de la discrimination raciale.

244. Les décisions prises sous votre direction, telles que celles concernant le désarmement et la dénucléarisation de certaines zones géographiques qui ont été étudiées au sein de la Première Commission, présidée par l'un des fils les plus prestigieux et les plus distingués de l'Amérique latine — je veux nommer mon cher ami et collègue, M. Ortiz de Rozas — auront de profondes répercussions et des conséquences heureuses pour le bien-être et la prospérité de millions d'êtres humains dans le monde entier.

245. Pour toutes ces raisons, les délégations d'Amérique latine veulent vous exprimer leurs sincères félicitations et leur gratitude. Elles veulent aussi, par ma voix, dire au Secrétaire général, M. Kurt Waldheim, à ses collaborateurs immédiats — en particulier à l'infatigable Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et de l'Assemblée générale, M. Bradford Morse —, aux interprètes et à tous les autres fonctionnaires du Secrétariat combien elles ont apprécié l'assistance si utile qu'ils ont apportée avec patience et courtoisie en vue de mener à bien les importants travaux de cette vingt-neuvième session.

246. J'aurais mauvaise grâce à laisser cette tribune sans témoigner, au nom du groupe latino-américain et au nom de ma délégation, de notre amitié, de notre appréciation et de nos vifs compliments aux présidents des commissions et aux membres de leur bureau, ainsi qu'à toutes les délégations qui se sont consacrées, au cours de cette session, à la cause de la justice et de la coopération. Nous leur adressons nos meilleurs vœux de prospérité, de paix et de bonheur.

247. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole au Président du groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats, M. Plaja, de l'Italie.

248. M. PLAJA (Italie) : Monsieur le Président, au moment où les travaux de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale touchent à leur fin, j'ai le plaisir et le privilège de vous adresser mes remerciements au nom du groupe des Etats d'Europe occidentale et autres Etats. La conclusion de la session n'est, à notre avis, pas le moment de dresser un bilan détaillé des travaux accomplis. Le temps, d'ailleurs, nous manque pour passer en revue, même rapidement, ces trois mois d'activité intense. Certes, il s'est agi d'une session significative; elle a pris des décisions importantes sur des problèmes difficiles et délicats. Notre secrétaire général a souvent appelé notre attention, dans ses rapports, sur le fait que l'Organisation ne peut avoir que le pouvoir et l'importance que veulent bien lui donner les Etats qui la composent.

249. En effet, l'Organisation, dans sa vocation à l'universalité, est véritablement le miroir du monde et représente la conscience collective de l'humanité tout entière. Or, ce monde, cette humanité, qui sont à la recherche de nouvelles solutions aux problèmes anciens et nouveaux relevant de tous les domaines, économique, social, des droits de l'homme et, pour finir, politique, ce monde, cette humanité, sont en train de subir un processus de transformations rapides et profondes. Le cours futur de l'histoire dépendra en grande partie de la mesure dans laquelle les nations du monde auront su apporter à ces problèmes une solution juste et équitable.

250. Nul forum mieux que celui de cette assemblée ne se prête à la confrontation des idées et à l'instauration d'un dialogue constructif entre tous les pays sur ces sujets d'actualité pressante. C'est à cette recherche, conduite en toute bonne foi, avec une franchise, et je dirais même une chaleur qui traduit la sincérité des convictions et des propos de chacun d'entre nous, que se résume, à mon avis, cette année, l'essentiel de nos travaux.

251. Dans la conduite de cette session si importante, vous avez fait preuve Monsieur le Président, d'un dévouement inlassable, de dynamisme, de courtoisie et de patience. Dans l'accomplissement d'une tâche qui s'est révélée parfois si difficile, vous avez donné, une fois de plus, la manifestation des talents et des qualités qui ont fait de vous l'éminent homme d'Etat et le diplomate que nous connaissions et qui vous ont porté à la présidence de l'Assemblée à la suite d'une élection unanime. Le groupe d'Etats au nom duquel je parle vous exprime pour cela ses remerciements bien sincères et cordiaux.

252. Je voudrais aussi remercier tous les vice-présidents qui ont partagé avec vous la responsabilité de la conduite de nos travaux. Notre gratitude va

également au Secrétaire général, M. Waldheim. Les efforts inlassables qu'il déploie de son côté pour apporter des solutions aux problèmes auxquels est confrontée l'Organisation, l'empressement sans réserve dont il a fait preuve dans la recherche des voies et moyens susceptibles de permettre à l'Organisation de toujours mieux s'acquitter de ses tâches, sont pour nous tous un exemple et un encouragement.

253. Je ne saurais terminer, Monsieur le Président, sans adresser également mes remerciements chaleureux à vos collaborateurs, à tout le personnel du Secrétariat, et en particulier au Secrétaire général adjoint responsable des travaux de l'Assemblée générale, M. Morse, aux interprètes, aux traducteurs, aux secrétaires, aux gardes de sécurité — je ne voudrais oublier personne — c'est-à-dire à tous ceux qui, par leur labeur assidu, ont assuré le bon déroulement de cette session. Et je voudrais saisir cette occasion pour vous adresser, ainsi qu'à toutes les délégations, nos meilleurs vœux pour l'année à venir, avec l'espoir qu'elle sera pour tous une année de progrès sur la voie de la paix et de la justice.

254. Le PRÉSIDENT : Au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, M. Koh, de Singapour, va maintenant s'adresser à l'Assemblée.

255. M. KOH (Singapour) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, les délégations de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de la Thaïlande et celle de mon pays, les cinq Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, tiennent à exprimer brièvement leurs sentiments de gratitude à votre égard.

256. Cette session a été extrêmement importante. Nos débats ont été parfois très animés. Mais, tout au long de ces débats vous avez su présider avec un calme et une dignité admirables. Ce faisant, vous avez sauvegardé la dignité de l'Assemblée. Pour cela, nous vous sommes tous reconnaissants. Nous avons parfois été en désaccord sur certaines des questions importantes examinées au cours de cette session, mais je suis certain que nous pouvons tous nous joindre à ce qu'a dit avec éloquence le Secrétaire aux affaires étrangères des Philippines, M. Carlos P. Romulo, lorsqu'il vous a qualifié de "Président révolutionnaire" et lorsqu'il a dit qu'après vous, la présidence de l'Assemblée générale ne sera plus jamais la même.

257. Je conclus, Monsieur le Président, en vous adressant et en adressant au courageux peuple d'Algérie, les meilleurs vœux des cinq délégations membres de l'Association des nations du Sud-Est asiatique.

258. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole à M. Zaimi, du Maroc, qui s'adressera à l'Assemblée au nom du groupe des Etats arabes.

259. M. ZAÏMI (Maroc) [*interprétation de l'arabe*] : Monsieur le Président, au terme de cette vingt-neuvième session de l'Assemblée générale, la délégation marocaine est heureuse de prendre la parole au nom du groupe des Etats arabes, que le Maroc a l'honneur de présider ce mois-ci, pour vous exprimer les sentiments qu'elle éprouve à votre égard.

260. La vingt-neuvième session a traité d'un grand nombre d'importantes questions sur le plan international, directement liées à la paix et à la sécurité du

monde. Au cours de cette session, nous avons adopté un certain nombre de résolutions capitales. Qu'il me suffise de mentionner les résolutions relatives à la cause de la libération et à l'élimination de la discrimination raciale, et celles relatives aux problèmes économiques et du développement, problèmes que nous avons renvoyés à la septième session extraordinaire qui doit se tenir au mois de septembre de l'année prochaine.

261. Je voudrais également mentionner nos décisions en matière de désarmement ainsi que les consultations relatives au maintien de la paix et aux utilisations pacifiques des découvertes scientifiques, et je ne saurais passer sous silence les résolutions que nous avons adoptées sur les droits de l'homme et les questions sociales.

262. Nous sommes fondés à dire que cette session a été marquée par une nouvelle orientation de l'Organisation. La vingt-neuvième session de l'Assemblée générale a modifié sa position pour ce qui est de la question de Palestine lorsqu'il a été décidé, après de longues années, de discuter de ce sujet indépendamment de ce qu'il est convenu d'appeler la crise du Moyen-Orient. Nous avons traité de cette question dans son cadre et nous espérons que cette attitude mènera finalement à une véritable solution de ce problème. L'Assemblée générale a également modifié sa position en invitant l'Organisation de libération de la Palestine, représentant légitime du peuple palestinien, à participer de façon effective aux travaux de cette session et à prendre la parole librement sur les autres questions mondiales, indépendamment de son problème particulier, assumant ainsi sa responsabilité internationale. L'Assemblée générale a également modifié son attitude à l'égard de l'Afrique du Sud, mettant ainsi un terme à la situation anormale qui permettait à la délégation d'un pays de prendre part aux travaux de l'Assemblée générale bien que ses pouvoirs aient été rejetés. Nous avons également constaté que l'Assemblée générale a corrigé son attitude en ce qui concerne la question du Sahara, mais nous notons que la manière dont le colonialisme est en train d'être liquidé dans cette partie du monde est incompatible avec l'esprit des résolutions adoptées par l'Assemblée.

263. Avant de conclure je voudrais mentionner également les problèmes économiques et la Charte des droits et devoirs économiques des Etats adoptée par notre Assemblée [*résolution 3281 (XXIX)*]. Je voudrais aussi mentionner la résolution portant création d'un Comité *ad hoc* de la Charte des Nations Unies [*résolution 3349 (XXIX)*] et j'espère que l'Assemblée générale pourra se mettre d'accord sur la composition de ce comité.

264. Bien que nos débats aient été quelquefois caractérisés par beaucoup d'enthousiasme et des discussions animées pour traiter de certains problèmes et en dépit de nos divergences d'opinions quant à la façon de régler certaines questions délicates dont nous étions saisis, il n'en demeure pas moins que notre recherche d'un avenir meilleur a, pensons-nous, été guidée par un esprit positif et que nos points de vues différents n'affecteront pas nos tentatives pour accroître les chances de paix et de sécurité internationale dans toutes les parties du globe. Nous avons

l'entière conviction que la voie est encore longue et que nous aurons à surmonter des difficultés dans notre tâche.

265. C'est une source de fierté pour le groupe au nom duquel je parle aujourd'hui que les progrès accomplis à ce stade doivent vous être attribués, Monsieur le Président, doivent être attribués à votre sage direction, à votre esprit objectif et équitable et aussi, je dirai, au tact avec lequel vous avez mené nos débats, ce qui nous a permis de parvenir à la fin de notre ordre du jour pourtant semé de questions très difficiles.

266. Le groupe arabe voudrait également exprimer ses remerciements au Secrétaire général et au Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale, ainsi qu'à tous les fonctionnaires du Secrétariat qui nous ont apporté une patiente coopération et nous ont aidés à nous acquitter de notre tâche. Ils ont dû préparer une grande quantité de documents, dont le nombre va croissant d'année en année.

267. Enfin, le groupe arabe voudrait exprimer ses remerciements et sa reconnaissance à toutes les autres délégations amies pour l'esprit de collaboration et de compréhension qui a marqué nos discussions et nous a permis de venir à bout de notre tâche.

268. Le PRÉSIDENT : Je donne maintenant la parole au représentant des Etats-Unis en sa qualité de représentant du pays hôte.

269. M. SCALI (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Au terme de cette session, en ma qualité de représentant du pays hôte, je tiens à dire à chacun quelques mots d'adieux.

270. Cette session a été très active, une session dont on a beaucoup parlé, une session mémorable. L'un des résultats actuels de nos travaux est que les liens personnels et professionnels que nous avons noués nous ont rapprochés. Nos rapports étroits au cours des trois derniers mois ont été pour moi une expérience enrichissante. Au moment de notre séparation, alors que chacun d'entre vous rejoint ses foyers partout dans le monde, vous emportez avec vous les vœux les plus chaleureux de mon gouvernement, de ma délégation et les miens propres.

271. Je tiens à adresser un salut au Président, M. Bouteflika, pour son dévouement et les longues heures qu'il a consacrées à diriger nos débats. Je désire également rendre hommage au Secrétaire général et au Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires de l'Assemblée générale, M. Morse, ainsi qu'à tous les membres du Secrétariat pour les services inlassables qu'ils ont rendus à l'Organisation. J'espère que tous et chacun d'entre vous aurez un voyage agréable et un repos bien gagné et que nous nous retrouverons pour reprendre nos travaux dans une nouvelle année de paix et de bonheur plus grands.

272. Le PRÉSIDENT : Je donne la parole à M. Barody, représentant de l'Arabie saoudite.

273. M. BARODY (Arabie saoudite) [*interprétation de l'anglais*] : Etant donné que Barody a eu l'honneur de servir l'Organisation depuis qu'elle a été fondée à San Francisco, en 1945, et compte tenu du fait que Barody a connu tous les présidents précédents de l'Assemblée générale et tous les secrétaires généraux

de l'Organisation, Barody est arrivé à la conclusion irréfutable suivante : le Secrétaire général et tous les membres du Secrétariat ont été merveilleux pendant toute la vingt-neuvième session; mais vous, Monsieur le Président, vous avez été tout simplement fantastique. Toute mon amitié et mes meilleurs vœux à vous tous.

274. Vivent les Nations Unies !

275. Le PRÉSIDENT : Monsieur le Secrétaire général, Excellences, mesdames et messieurs, quand bien même j'aurais été tenté de faire un discours de clôture, la dictature du nombre, voire celle de l'unanimité qui a décidé, aujourd'hui, de suspendre cette vingt-neuvième session au lieu de la clore, s'est imposée, rigide et implacable, entre mon désir tout à fait explicable et tout à fait légitime de vous faire partager mes émotions et mes réflexions, et naturellement la possibilité de le faire. J'espère en avoir l'occasion une autre fois. Et puis, je ne suis pas particulièrement contrit que vous ayez pris une telle décision. Somme toute, j'ai bien le sentiment que nous sommes beaucoup trop proches des événements pour pouvoir les méditer et des faits pour pouvoir les apprécier objectivement.

276. En attendant de mettre au point une nouvelle recette, je me contenterai naturellement de celles qui ont déjà fait leurs preuves en d'autres temps et j'agirai à l'instar de mon éminent prédécesseur et ami, le président Léopoldo Benites, avec toute la sobriété qui le caractérise.

277. Vous me permettrez, toutefois, avant de suspendre cette session, de vous exprimer en quelques mots, à vous tous, ma chaleureuse et profonde gratitude pour la collaboration que vous avez bien voulu m'accorder et sans laquelle il m'aurait été certainement difficile, sinon impossible, de mener à bien la tâche que vous avez bien voulu me confier et qui, en définitive, s'est avérée très écrasante. En effet, notre travail n'a pas toujours été aisé. Je peux même dire que, à la satisfaction générale, nos débats n'ont pas manqué d'animation. C'est que les problèmes qui sont venus devant l'Assemblée sont de ceux qui, à juste titre, suscitent plus que l'intérêt de nos pays, et nous avons tous, les uns et les autres, essayé de nous montrer dignes des grands idéaux sur lesquels a été fondée l'Organisation des Nations Unies.

278. Sur la longue route que doit parcourir l'Organisation pour atteindre les objectifs qui lui ont été assignés, cette session, pour contestée qu'elle ait pu être, représente peut-être une courte étape seulement, mais une étape tout de même. Sur bien des points délicats, elle a pu enregistrer des progrès incontestables. En tout cas, elle aura sans nul doute préparé le terrain pour les sessions futures et marqué ainsi son insertion profonde dans un ensemble cohérent que nous voulons tous orienter vers un avenir meilleur pour l'humanité tout entière.

279. Le Secrétaire général — vous le connaissez bien — a fait preuve à mes côtés d'un dévouement inlassable, et ce qui ajoute plus de mérite à ce dévouement, c'est la discrétion qui l'a caractérisé.

280. M. Morse, désormais mon ami, s'est dépensé jour et nuit, sans compter, à la tête d'une équipe dont j'allais dire que les fonctionnaires mêmes de

cette maison n'ont pas découvert tous les mérites et toutes les qualités.

281. Que ma gratitude aille aussi aux membres du Bureau qui, sans exception, ont fait preuve d'une fidélité à laquelle je tiens à rendre hommage. Les uns comme les autres pouvaient ne pas juger utile d'inscrire leurs démarches et leur éthique dans l'ensemble, que nous voulions cohérent, du travail de cette vingt-neuvième session. Ils ont fait le nécessaire et, pour beaucoup d'entre eux, mieux que le nécessaire.

282. Mes remerciements vont également à tous les membres du Secrétariat, à ceux que nous voyons et que nous n'entendons jamais, à ceux que nous entendons et que nous ne voyons jamais et aux fonctionnaires de l'interprétariat, de façon toute particulière, qui ont apporté leur dévouement traditionnel au service de nos travaux. Et c'est sans doute tomber dans un lieu commun que de souligner une fois encore tout ce que nous leur devons dans nos efforts de compréhension mutuelle et d'échanges intelligibles de nos opinions respectives. Pour modeste qu'il soit, le rôle qu'ils ont joué mérite qu'un hommage tout particulier leur soit rendu, et je le fais d'autant plus volontiers personnellement que dans ma position, j'ai eu plus que quiconque ici à m'appuyer sur leur coopération, sur leur compréhension et à solliciter leur patience et leur contribution à notre effort commun.

283. Je n'oublierai pas la presse. Pour la première fois depuis que je viens dans cette maison — et il me semble que cela fait déjà quelque temps que je viens dans cette maison — la presse a donné l'importance qui revient de droit à l'Organisation des Nations Unies. Peu importe que des faits aient été déformés. Peu importe que des vérités aient été transformées en contre-vérités. Peu importe que l'évidence ait été travestie. L'essentiel, c'est que la session n'ait pas passé dans l'indifférence. Les spécialistes de l'information disaient autrefois : "Je ne vous demande pas de dire du bien ou du mal de moi, la seule chose que je puis vous demander, c'est d'écrire mon nom sans faute d'orthographe".

284. Je crois pouvoir dire que l'ONU n'est plus la propriété des Onusiens. Elle est devenue l'affaire des peuples. Elle est devenue l'affaire de l'opinion internationale. Elle est devenue l'affaire de toute la communauté internationale, et je me réjouis personnellement que bien qu'étant pris comme bouc émissaire,

je me sois trouvé au centre de cette grande manifestation de prise de conscience. Il était légitime que pour ceux qui m'avaient cotoyé, je pouvais être facilement reconnu. Et je remercie du fond du cœur tous les autres parce qu'ils m'ont toléré.

285. Cette session aura été mémorable ou historique : ce que je sais personnellement, c'est que l'histoire ne s'écrit pas au présent. Cette session aura été révolutionnaire : ce que je sais, c'est que l'évolution, comme la révolution, ne peut se juger qu'au résultat. Nous prendrons le temps nécessaire pour réfléchir sur tous les événements que nous avons vécus et pour tirer les conclusions qui s'imposent.

286. Mais puisque j'aurai l'occasion de vous livrer un jour les conclusions auxquelles je serai moi-même parvenu — et je sollicite d'ores et déjà votre indulgence pour cela, parce que je ne me départirai pas de ma franchise pour appeler un chat un chat et Rolet un fripon —, je voudrais maintenant pour terminer exprimer, à la veille de ces fêtes et à la veille de l'année qui s'annonce, tous les vœux de santé, de bonheur, de prospérité, qu'à travers vous je voudrais adresser aux peuples que vous représentez. Quant à vous, après une session particulièrement éprouvante, je comprends et je partage l'aspiration de tous à un repos bien mérité, ô combien, qui nous permettra, je l'espère, de reprendre nos travaux dans un climat plus détendu, plus serein et avec un optimisme renouvelé.

287. Donc, Excellences, mesdames et messieurs, conformément à la décision que vous avez prise tout à l'heure, il ne me reste plus qu'à déclarer suspendue la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies. Je vous remercie.

La séance est levée à 22 h 20.

NOTES

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Deuxième Commission, 1643^e séance, par. 15 et 16.

² Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la cinquante-septième session, 1924^e séance, par. 1 à 31.

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Deuxième Commission, 1643^e séance, par. 4 à 10.

⁴ Ibid., Cinquième Commission, 1689^e séance.